COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

N°23 - 7Fr - 15 septembre ~~1989~~ 1988

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON GOUVERNEMENT DU CAPITAL POUR LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE POUR UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE BOURGEOIS

"LA NOUVELLE CALEDONIE C'EST LA FRANCE"

Tout a failli déraper sur les réticences et la méfiance du peuple Kanak. Quelques jours avant le 20 août il n'était pas certain qu'une délégation du FLNKS se rende à Paris pour compléter les "accords" du 26 juin. C'est que le peuple Kanak a une terrible et sanglante expérience de la "présence française" en Nouvelle Calédonie. "Le Monde", que l'on ne soupçonnera pas d'être opposé aux "accords" du 26 juin et du 20 août, dressait, dans son numéro du 7 mai 1988, un récapitulatif de "Cent quarante années de violence" en Nouvelle Calédonie. On y relève :

> "1853 - le 24 septembre l'amiral FEBRIER-DESPOINT "prend possession" de la Nouvelle Calédonie... "A partir de ce jour, dit l'amiral, cette terre est française et propriété nationale"".

C'était tout un programme d'expropriation, d'asservissement sinon d'extermination du peuple Kanak. Naturellement, les Kanaks ont combattu les colons et la "présence française". A chaque fois ce fut une répression sanglante accompagnée de nouvelles spoliations.

> "1878 - insurrection généralisée sous la conduite du chef Ataï. De janvier à décembre nombreux combats. Au total plus de 1 200 Canaques tués au cours des affrontements, sans compter les fusillés et les déportés aux îles Belep, à l'île des Pins et à Tahiti. La tête du chef Ataï, tué le 1er septembre lors d'un guet-apens organisé avec le concours du chef Noudo, est envoyée à Paris dans un bocal de formol".

> "1879 - ...En mai réddition de 1 200 guerriers Canaques qui seront déportés".

Il faut tenir compte qu'à cette époque ne vivaient, tout au plus, que 20 000 à 30 000 Kanaks. Un véritable massacre.

> "1915 - Départ du premier contingent canaque pour la Grande Guerre en métropole (700 hommes).

> "1917 - Nouvelle insurrection".

"Le Monde" s'abstient ici de citer le nombre des victimes de la répression. Ce ne sont là que quelques "temps forts" de la "présence française" en Nouvelle Calédonie.

La grande oeuvre des premiers mois du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR -, devenu depuis les élections législatives le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, aura été d'amener les dirigeants du FLNKS à s'en remettre à l'Etat impérialiste français, spoliateur et bourreau du peuple Kanak, à accepter son "arbitrage", à signer des textes qui garantissent le maintien de la "présence française" en Nouvelle Calédonie, et prévoient la relégation du peuple Kanak dans des réserves (voir article sur la Nouvelle Calédonie), pompeusement dénommées "provinces". L'encre de ces "accords" n'était pas encore sèche que ROCARD est allé cueillir les lauriers du succès en Nouvelle Calédonie même. A peine lui a-t-il manqué de prononcer, au cours de son périple en Nouvelle Calédonie, une phrase historique du genre : "La Nouvelle Calédonie c'est la France". Il

est vrai qu'elle aurait semblé être un plagiat de la célèbre réponse du gouvernement MENDES-FRANCE - MITTERRAND à l'insurrection du 1er novembre 1954 : "L'Algérie c'est la France".

Le 4 juillet, l'Assemblée Nationale, par 543 voix contre 1 (3 députés - Elie HOAVAN et Laurent VERGES, députés du P.C. de la Réunion, Lucette MICHAUX-CHEVRY, députée du R.P.R. de la Guadeloupe - n'ont pas participé au vote), le Sénat, le 6 juillet (à main levée, à l'unanimité et sans modification), ont adopté le premier volet de "l'accord" conclu le 26 juin à l'Hôtel Matignon entre, d'un côté le gouvernement, le RCPR et de l'autre la délégation du FLNKS. Ce volet confie à l'Etat impérialiste français le soin d'administrer pendant un an, du 14 juillet 1988 au 15 juillet 1989, "le territoire de la Nouvelle Calédonie". Le fait est politiquement hautement significatif : derrière le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, tous les partis représentés à l'Assemblée Nationale, du P.C.F. au F.N. (la seule député F.N. à l'Assemblée Nationale a voté pour), ont réalisé l'Union Nationale pour affirmer : "La Nouvelle Calédonie c'est la France" et approuver le texte donnant, en Nouvelle Calédonie, tous les pouvoirs à l'Etat impérialiste français.

L'ENJEU

Il s'agit du maintien ou non de la présence française dans le Pacifique. Certes, l'exploitation coloniale de la Nouvelle Calédonie est intéressante pour l'impérialisme français et les colons sont les agents de cette exploitation. Elle n'est qu'une des raisons, et pas forcément la plus importante, pour lesquelles l'impérialisme français se cramponne en Nouvelle Calédonie. S'il lâche en Nouvelle Calédonie, très rapidement il devra lâcher tous les territoires d'Outre-mer dans le Pacifique dont la Polynésie française où se trouvent notamment Tahiti et l'île Muruoa où ont lieu les essais atomiques français. La pression de l'impérialisme américain et de ses alliés australiens et néo-zélandais sur l'impérialisme français pour qu'il se retire du Pacifique, ne faiblit pas. Plus encore : si l'impérialisme français était contraint de reconnaître l'indépendance de la Nouvelle Calédonie, inéluctablement les populations de la Polynésie française engageraient le combat pour se libérer du joug colonial, obtenir le retrait des forces répressives et de l'administration françaises. Déjà le 23 octobre 1987 a eu lieu à Tahiti, à partir d'une grève des dockers, un puissant soulèvement. Au-delà, sous l'assaut des peuples combattants pour leur indépendance, ce qui reste de la colonisation française, des Antilles à la Réunion, les TOM-DOM, risque de s'effondrer. Or les TOM-DOM sont des points d'appui de la présence de l'impérialisme français et de la défense de ses intérêts dans le monde. Les formes de domination indirecte existantes dans les pays de l'ancien empire colonial français ayant accédé à l'indépendance politique formelle supporteraient difficilement les conséquences de la disparition des TOM-DOM. Tout cela serait ébranlé. En bref : outre le maintien de la colonisation française directe en Nouvelle Calédonie, il s'agit du statut de puissance impérialiste mondiale de l'impérialisme français. Telles sont les raisons de ce vote "d'union nationale" à l'Assemblée Nationale et au Sénat de la loi d'application du premier volet de "l'accord" du 26 juin.

S'il en était besoin, les "accords" du 26 juin et du 20 août sur la Nouvelle Calédonie situent la nature du gouvernement MITTERAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, un gouvernement entièrement au service du capitalisme, de l'impérialisme français en crise - et quel est l'axe de sa politique.

UN PEU DE CIEL BLEU, DE LOURDS ET MENACANTS NUAGES

Des cocoricos se font entendre : "l'économie française" irait mieux ; les perspectives de croissance en 1988 seraient de 3,5 % ; à l'origine de cette croissance, il y aurait un boom d'investissements dont la croissance en volume aurait atteint 10 % et même 14 % pour la seule industrie ; les entreprises s'autofinanceraient presque à 90 %. Le moteur de l'économie capitaliste c'est le profit. Une hausse importante du taux de profit s'est produite depuis deux à trois ans. Les taux de profit actuels rejoignent ceux de la fin des années 60 et du début des années 70.

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue le 6 septembre, M. PERIGOT en a convenu :

"C'est évident : les choses vont mieux aujourd'hui pour les entreprises".

Immédiatement il a ajouté :

"Il ne faut pas lever le pied de l'accélérateur".

Sur les antennes de France-Inter il a expliqué : la France s'est engagée beaucoup plus tard que ses concurrents dans l'austérité ; il faut les rattraper avant de relâcher l'effort. Ce qui veut dire : pas question d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, de permettre que s'améliorent les conditions de travail et de vie de la population laborieuse et de la jeunesse. Au contraire : il faut poursuivre et accentuer l'offensive économique et sociale contre les masses.

Du point de vue de la défense du régime capitaliste, qui reste en crise, c'est exact. La hausse du taux de profit au cours de ces dernières années est en grande partie le résultat de la baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, de la dégradation de leurs conditions de travail et d'existence, de la destruction progressive de leurs acquis sociaux, de l'intensification de l'exploitation de la force de travail, de l'aggravation du chômage dans la mesure où l'armée de réserve de force de travail ainsi constituée pèse sur le prix de celle-ci. L'augmentation du pouvoir d'achat des masses, l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence, etc... mettraient en cause cette hausse du taux de profit ressort d'une certaine reprise de l'économie capitaliste. De toute façon ce n'est qu'une éclaircie. Elle dépend de celle qui s'est produite sur le marché mondial et dans l'ensemble de l'économie capitaliste. Ainsi qu'un cardiogramme, les oscillations des cours en bourse, des parités monétaires, la hausse des taux d'intérêt indiquent que la crise récurrente du mode de production capitaliste se poursuit, et que les questions qui se posent sont : à quand la prochaine phase aiguë, quelle profondeur aura-t-elle ?

Pour le capitalisme français la menace est d'autant plus angoissante que même alors qu'il y a une éclaircie économique, il reste en queue du peloton sur le marché mondial et le marché européen. Les résultats du commerce extérieur du mois de juillet le démontrent une fois encore : déficit global 3,4 milliards de francs. Plus important encore est la structure de ce déficit : le déficit industriel (matériels militaires compris) est passé de 2,3 milliards de francs en juin à 4,1 milliards en juillet ; le déficit de la balance des biens d'équipement est passé de 2,2 milliards en juin à 3,5 milliards en juillet. On peut objecter que ce déficit résulte de l'effort d'investissement que réalisent actuellement les entreprises françaises. Objection non valable. C'est une démonstration supplémentaire de la faiblesse de l'industrie française qui ne possède pratiquement plus d'industries de la machine outil et de biens d'équipement en général.

Au cours de sa conférence de presse, François PERIGOT a rappelé qu'au 1er janvier 1993 "l'acte unique" entre en application, le marché commun sera libre de toutes entraves. Le CNPF tiendra le 13 décembre des Assises sur le thème de l'Europe. Comment donner aux entreprises françaises les moyens de faire face à la concurrence à l'intérieur de la C.E.E. ? Il faudrait, par exemple, :

> "entamer sans tarder la réforme de la fiscalité (...) pour préparer l'harmonisation européenne".

Mais le président du CNPS a insisté : "l'Europe est la priorité des priorités car c'est une forteresse assiégée". Il n'y a pas seulement le marché commun : il y a, dominant celui-ci, la concurrence sur le marché mondial et en Europe même, des U.S.A. et du Japon ; il y a la guerre économique dont les U.S.A. menacent le Japon et l'Europe. M. PERIGOT fait ici allusion à la nouvelle loi sur le commerce que le congrès des Etats Unis vient de voter et que le président REAGAN a ratifié. D'après cette loi, le gouvernement de ce pays pourra prendre des mesures discriminatoires à l'égard des marchandises provenant des pays dont les balances commerciales sont positives par rapport aux U.S.A.. Elle prévoit d'interdirer à la firme japonaise Toshiba et à la firme norvégienne Kongsberg Vaapenfabrikk, qui auraient vendu à l'URSS certains équipements particuliers, d'exporter aux U.S.A. pendant trois ans, sauf des pièces de rechange. Les U.S.A. exigent que pratiquement la C.E.E. mette fin à sa politique de subventions aux produits agricoles. Il y a aussi l'"Uruguay Round". Son objectif est de réformer les règles du commerce mondial. La C.E.E., le Japon, les Etats d'Amérique latine ont protesté auprès de Washington contre l'adoption de cette loi... Elle est adoptée et approuvée par le président.

LE PATRONAT : CE N'EST PAS ASSEZ

Au nom du capitalisme français, le président du CNPF a défini les orientations qu'il faut, selon lui, suivre. D'abord, il a estimé qu'au cours de cette dernière année : "le pouvoir d'achat des salariés avait augmenté". Immédiatement il a demandé à l'Etat de ne rien lâcher car : "Nous constatons une détente et nous craignons un relâchement". "L'heure reste à la maîtrise des coûts salariaux". Pour le président du CNPF, le principal des augmentations de salaires, s'il doit y en avoir, doit être "individualisé". Les "entreprises" ont a "affirmer leur technique d'individualisation". L'augmentation des salaires devraient, d'après lui, être de plus en plus liée à "l'intéresssement des salariés aux résultats de l'entreprise". Les préoccupations du patronat portent actuellement sur la baisse de l'impôt sur les bénéfices ; le rapport CHOTARD concernant la Sécurité Sociale ; l'enseignement. Le patronat n'est pas pleinement satisfait de l'action du gouvernement :

> "Par rapport aux orientations qu'on avait cru percevoir du nouveau gouvernement du début de l'été, j'observe une certaine décrue que ce soit sur les mécanismes d'aide aux investissements à l'étranger, la baisse du taux de l'impôt sur les bénéfices, les incitations à l'investissement ou encore les mesures spécifiques aux PME".

Le CNPF est fâché : le gouvernement envisage de réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices de 42 % à 39 % alors que M. PERIGOT estime que : "cette réduction devrait être d'au moins cinq points (de 42 à 37 %) pour être

réellement incitative à l'investissement". Par ailleurs M. PERIGOT a expliqué que tous les bénéfices, réinvestis ou non, devraient profiter à la diminution de l'impôt sur les bénéfices. Bien sûr il condamne le, pourtant fantomatique, "prélèvement sur les grandes fortunes".

LE GOUVERNEMENT MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON

Pourtant le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON fait tout ce qui est en son pouvoir pour servir le capitalisme français. D'abord sa composition est contradictoire avec les résultats des élections à l'Assemblée Nationale. Une majorité P.S.- P.C.F. a été élue. Sauf STOLERU, la totalité des candidats de "l'ouverture au centre" présentés par le P.S. ont été balayés, ministres compris. Non seulement le gouvernement que MITTERRAND et ROCARD ont formé après les élections à l'Assemblée Nationale est toujours axé sur "l'ouverture au centre", mais : les ministres "centristes" battus aux élections ont retrouvé un portefeuille, sauf... la candidate P.S. battue à Nîmes, Georgina DUFOIX : il ne suffisait pas que DURAFOUR, un des amis politiques de GISCARD D'ESTAING soit ministre du 2e gouvernement "d'ouverture au centre", Jean-Pierre SOISSON et Jean-Marie RAUSCH, chevaux légers de BARRE y sont entrés.

DURAFOUR a été nommé ministre de la fonction publique et de la réforme administrative. Jean-Pierre SOISSON est devenu ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. L'un et l'autre ont acquis leur titre de noblesse en étant ministres dans les gouvernements GISCARD - CHIRAC et GISCARD - BARRE. Pour ne prendre que J.P. SOISSON, il fut quatre fois secrétaire d'Etat et une fois ministre au cours du septennat de GISCARD : aux Universités, à la formation professionnelle, à la jeunesse et aux sports. MITTERRAND et ROCARD ont poussé le plus loin qu'il leur a été possible "l'ouverture au centre" et donné des garanties supplémentaires à la bourgeoisie, s'il en était besoin. Le 10 mars, J.P. SOISSON déclarait encore au journal "Le Quotidien" : "J'approuve PASQUA, son caractère et son action". Il a fait partie de la majorité parlementaire qui a voté le statut PONS sur la Nouvelle Calédonie. C'est contre les candidats du P.S. qu'il a été élu maire d'Auxerre, conseiller général et député aux dernières élections à l'Assemblée Nationale.

Malgré l'intégration dans le gouvernement des DURAFOUR, RAUSCH, SOISSON, MITTERRAND - ROCARD n'ont pas été pourtant en situation politique de poser la question de confiance devant l'Assemblée Nationale. L'unité nationale des partis représentés à l'Assemblée Nationale et au Sénat sur le maintien de la colonisation française de la Nouvelle Calédonie, la subordination de ce pays à l'Etat, aux gouvernements impérialistes français, n'empêchent pas que la couverture parlementaire du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON reste à "géométrie variable". Le gouvernement espère que le P.C.F. votera certains de ses projets, que des députés du R.P.R. ou de l'U.D.F. voteront d'autres projets. Il peut compter aussi sur les abstentions pour obtenir des majorités relatives. En désespoir de cause il pourra toujours avoir recours à l'article 49 ter.

L'orientation de ce gouvernement est conforme à celle définie dans "la lettre de François MITTERRAND aux Français" que ROCARD a reprise dans sa déclaration à l'Assemblée Nationale.

SALAIRES

Le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON est maintenant confronté aux problèmes épineux des salaires, de la Sécurité Sociale, du chômage, de l'enseignement, du budget. Il a fait une "concession" aux dirigeants des organisations syndicales des fonctionnaires : au 1er septembre les salaires des fonctionnaires seront nominalement augmentés de 1 %. Mais ce 1 % est à valoir sur l'augmentation de la masse salariale pour 1988 que le précédent gouvernement a fixée à 3,6 %. Un compte rapide permet d'établir que, en masse, le 1 % accordé en mars donne 1 x 10 : 12 = 0,83 % pour 1988, le 1 % de septembre : 1 x 4 : 12 = 0,33 %, auxquels il faut ajouter l'effet report des mesures prises en 1987 et quelques mesures catégorielles 1 % et 1,6 % de GVT, soit au total : 3,7 %. Les crédits sont épuisés. Or, entre le 1er janvier et le 31 juillet 1988, le coût de la vie aurait déjà augmenté, selon l'indice officiel, de 2 %. Une certitude : l'augmentation du coût de la vie dépassera 3,2 % ; il atteindra vraisemblablement 3,5 %. Une nouvelle diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires et des travailleurs dépendants directement ou indirectement de l'Etat est donc programmée. Elle s'ajoutera aux 10 % perdus depuis 1982 selon l'estimation de la fédération des fonctionnaires F.O., aux retenues supplémentaires sur les salaires pour combler le déficit de la Sécurité Sociale qui diminuent d'autant les salaires réels. Or, la presse révèle que le ministre des finances BEREGOVOY était opposé à l'attribution de ce 1 % au 1er septembre "par crainte du dérapage général des salaires". Au service du patronat, BEREGOVOY entend accomplir rigoureusement sa tâche.

SECURITE SOCIALE

A la veille des élections, les comptes de la Sécurité Sociale étaient prétendument équilibrés. D'un seul coup les déficits réapparaissent : le régime général serait en déficit de 11 milliards en 1988 et de 32,7 milliards en 1989.

Cette fois c'est le régime vieillesse qui est mis en accusation. A la suite des "Etats généraux sur la Sécurité Sociale", le rapport des "sages" a été transmis au Conseil Economique et Social pour avis. Yvon CHOTARD, ex-vice président du CNPF a été chargé par le Conseil Economique et Social de rédiger un rapport. Le C.E.S. devrait en discuter le 27 septembre.

Dans un premier projet CHOTARD préconisait : la fiscalisation de la Sécurité Sociale (comme au Danemark, en Grande Bretagne et en partie en RFA). En cinq ans cette fiscalisation devrait s'élever à 3 % des revenus ; un minimum des prestations maladie financé par les cotisations des salariés et du patronat, pour le reste, les salariés devraient avoir recours à des assurances privées et aux mutuelles, ceux qui n'auraient pas les moyens de contracter d'assurances complémentaires seraient à la charge de la "solidarité nationale" ; les pensions de conversion, les allocations familiales seraient également du ressort de la "solidarité nationale" et financées par l'impôt ; les retraités cotiseraient autant que les actifs ; la notion de "risque" permettrait que les cotisations soient diversifiées selon les risques encourus par les salariés et leurs familles ; le nombre d'annuités nécessaires pour avoir droit à une retraite à taux plein serait augmenté ; calcul en points et non plus en annuités des retraites, ce qui permettrait de prendre comme base de calcul de celle-ci la valeur du point laquelle varierait d'après de multiples considérations ; la retraite ne serait plus calculée d'après les 10 meilleures années mais sur l'ensemble de la carrière ; les périodes non cotisées (chômage, maternité, etc...) ne serait plus prises en compte pour le calcul des retraites ; la prise en considération pour le calcul des retraites non plus des salaires bruts mais des salaires nets, ce qui diminuerait encore le montant des retraites payées. La deuxième mouture serait moins brutale. Evidemment, le C.E.S. n'adoptera pas forcément le rapport dans sa totalité. Ce sont des "orientations" proposées au gouvernement mais qu'il n'adopte pas a priori. Il n'en reste pas moins que ce sont de sérieuses indications sur ce que le patronat attend d'un gouvernement à son service.

Les dirigeants des organisations syndicales ne voteront vraisemblablement pas ce rapport. Mais ils participent à sa discussion. Ils acceptent ainsi, de facto, le principe d'une "réforme" de la Sécurité Sociale qui la mette plus ou moins en cause. Le Conseil Economique et Social joue une fois de plus son rôle d'organisme de "concertation" entre les "partenaires sociaux" qui soumettent leurs appréciations et propositions. C'est par excellence un organisme de participation. La seule attitude correspondant aux intérêts des travailleurs devrait être : la dénonciation du rôle du C.E.S., la démission des représentants des centrales syndicales des C.E.S. et le boycott de cette institution. C'est par là que passe la défense de la Sécurité Sociale.

CHOMAGE

Une étude de l'INEE, datée du 2 août, estime que le nombre de chômeurs a diminué de 136 000. Il serait passé de 2 567 000 à 2 431 000. Le nombre d'emplois aurait augmenté de 103 000. Il serait passé à 21 405 000 à 21 508 000. Le taux de chômage par rapport à la population active serait donc revenu de 10,7 % à 10,2 %. Mais l'étude précise :

> "Si le nombre de TUC et de SIVP augmente faiblement, les autres formes de stages continuent à se développer. Les mesures prises en faveur des chômeurs de longue durée stabilisent l'ancienneté des chômeurs et diminuent la part de ceux qui chôment depuis plus d'un an.
>
> La part des ouvriers diminue dans la population active occupée : 28 % en 1988, contre 31 % en 1983. Déjà rattrapés par l'ensemble des cadres et des professions libérales, ils sont en passe de l'être par les employés".

L'industrie aurait perdu 120 000 emplois en 1987. Par contre le "secteur tertiaire marchand" aurait créé 170 000 emplois nouveaux. Mais parmi eux il y aurait 50 000 emplois intérimaires.

> "La part des fins d'emplois précaires parmi les chômeurs a, cette année encore, beaucoup grandi. Cette précarisation croissante semble être le prix de l'amélioration de l'emploi".

Les emplois de courte durée, intérimaires, les contrats à durée déterminée, se seraient accrus de 39 % entre mars 1987 et mars 1988.

Depuis trois mois le nombre de chômeurs officiellement recensés a de nouveau augmenté : par rapport à la population active 0,8 % en juin, 1,4 % en juillet. Michel ROCARD lorsqu'il a été nommé premier ministre a annoncé qu'il y aurait d'ici la fin de l'année 250 000 chômeurs de plus. Une lettre de l'Observatoire Français de Conjoncture Economique (OFCE) prévoit qu'en France le taux de chômage serait de : 11,6 % en 1990, 13,5 % en 1995 et 15,9 % en l'an 2000. Jean-Pierre SOISSON et son collègue André LAIGNEL "travaillent" à la mise au point d'une nouvelle formule de "traitement social" du chômage, des SIVP "améliorés", des crédits formation. L'énorme armée de réserve de force de travail est un puissant moyen à la disposition du capital pour peser sur les salaires, les conditions de travail et d'existence des travailleurs et de la jeunesse.

L'ENSEIGNEMENT

Le gouvernement a mis à la disposition de Lionel JOSPIN 1,2 milliards de crédits supplémentaires pour faire face à la rentrée scolaire. Le numéro de juin 1988 de "Tribune Syndicaliste Unitaire" "animée par des militants de la F.E.N. pour un syndicalisme lutte de classe" a détaillé à quoi seraient utilisés ces crédits : paiement des heures supplémentaires aux enseignants, elles seront revalorisées de 40 % dans le supérieur ; bénévolat, 50 millions pour les P.A.E. et les "actions" de rénovation en collège ; travaux de réparations urgentes et d'entretien incombant à l'Etat ; équipement d'établissements en machines et dotation aux bibliothèques universitaires, 50 millions. Il est vrai que 300 postes d'ATOS (personnels non enseignants) seront rétablis mais MONORY en avait supprimé 1500 en deux ans. Les frais d'examens 1987 seront remboursés et les bourses des étudiants revalorisées de 10 %. Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la politique d'ouverture... aux revendications patronales : 65 millions pour "le financement normal des stages en entreprises des élèves de l'enseignement technique et professionnel ; équipement en machines en priorité pour les 4e et 3e technologiques lesquelles visent à accélérer la disparition du CAP et les "pôles productiques dans les lycées techniques" (créations régionales de lycées haut de gamme voulus par MONORY). La mesure "phare" de ce plan, l'aide aux ZEP (secteurs à forts taux d'échecs scolaires) continuera à développer les ghettos, par l'ouverture massive aux "associations" diverses et aux intervenants extérieurs, alors que sont maintenues les suppressions de postes, en particulier de CLIN (classes d'étrangers non francophones) et de GAPP, dont le rôle est précisément de prendre en charge les enfants en difficultés.

Par la bouche de son ministre de l'Education Nationale Lionel JOSPIN, le gouvernement vient d'annoncer l'annulation du décret MONORY qui a institué le statut de "maîtres-directeurs". Un nouveau décret est en préparation qui rétablirait l'appellation "directeurs d'écoles". Le retour à cette appellation, des formulations nouvelles, n'empêchent pas que pour l'essentiel le contenu du statut de "maîtres-directeurs" reste (C.P.S. y reviendra). C'est un aménagement du même genre que les aménagements que le gouvernement a apportés au plan SEGUIN sur la Sécurité Sociale et à la loi MEHAIGNERIE sur les loyers. Il s'agit de tenter de faire illusion devant la base électorale du P.S. et du P.C.F. à l'approche des élections cantonales et, à plus long terme, municipales.

BUDGET

Le budget est l'expression de la politique d'un gouvernement. Le budget préparé par le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON est un budget de classe... de la classe bourgeoise, bien entendu. Au moment actuel, il n'est pas encore totalement établi. Il ne sera présenté au conseil des ministres que le 21 septembre. Son maître d'oeuvre BEREGOVOY, ministre des finances, a un impératif catégorique, presque une religion : tout pour l'entreprise, l'entreprise capitaliste évidemment. Du côté recette : abaissement de la TVA dite à taux réduits de 7 à 5,5 %. Supportent actuellement ce taux de TVA : les médicaments, les produits alimentaires d'origine agricole, de la pêche, l'eau, les appareillages pour handicapés, les livres, les transports, les repas dans les cantines et les hôpitaux, les places de cinéma et de théâtre... A qui profitera la diminution de la TVA à taux réduits ?. "Le Monde", plutôt favorable au ministre des finances, commente :

> "Le risque est, bien entendu, qu'une partie des allègements fiscaux consentis ne soit pas répercutée dans les prix et ne bénéficie pas aux consommateurs. Mais ce risque MM. ROCARD et BEREGOVOY sont décidés à le prendre".

On s'en serait douté. L'impôt sur les bénéfices sera réduit pour les bénéfices réinvestis : il était de 42 %, il ne sera plus que de 39 %. Au cours des années suivantes serait également réduit l'impôt sur les revenus des obligations. La taxe de 16,6 % de droits de maintien des fonds de commerce passerait dès 1989 de 16,6 à 14,6 %.

Du côté des dépenses. Il faut couvrir l'augmentation de la charge de la dette publique. Le budget de l'Education Nationale augmenterait de 5,5 %, 11 milliards, mais c'est pour appliquer le plan MONORY (C.P.S. y reviendra). MONORY a d'ailleurs dit ironiquement qu'il s'agissait de son plan et s'en est félicité. 12 % de plus seraient consacrés au "traitement social du chômage". Le "ministère de la solidarité" disposerait de 6 milliards de francs supplémentaires pour la mise en place du "revenu d'insertion". Le budget de la recherche et du développement augmenterait de 3 milliards, 7,6 %. Les dépenses du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux s'accroîteraient de 12 %. Il s'agirait de financer les "dépenses de prestige", "les grands travaux du président" et les fêtes du bi-centenaire de la révolution française. Toutes ces dépenses supplémentaires se situent dans le cadre des exigences de la société bourgeoise, du capitalisme en crise.

Il n'est évidemment pas question ne serait-ce que de réduire le budget des armements et, bien entendu, d'attenter à la loi programme MITTERRAND - CHIRAC que les députés du P.S. et de la majorité d'alors ont votée en 1987. Une nouvelle compression du nombre global des fonctionnaires n'est pas prévue. Mais des "redistributions" auront lieu entre les services. Si 12 000 enseignants sont recrutés, il faudra compenser par des compressions de personnel en d'autres ministères et administrations. 4 125 suppressions d'emplois sont prévues

dans les P.T.T.. Grand thème électoral de la campagne présidentielle de MITTERRAND et de celle du P.S. aux élections législatives, "l'impôt sur les grandes fortunes" pour financer le "minimum social" (minimum social qui, de toute façon, ne résout rien) devient de plus en plus en ectoplasme). ROCARD et BEREGOVOY ont refusé d'intégrer le prix des oeuvres d'art que possèdent les particuliers dans l'estimation des fortunes. Ils s'opposent maintenant à la taxation de "l'outil de travail", c'est-à-dire des capitaux investis. Par contre, au même moment, BEREGOVOY met à la disposition des banques 15 milliards supplémentaires déposés sur les CODEVI (compte pour le développement industriel). A elles de les redistribuer sous forme de prêt à court et à moyen terme, concédé aux taux de 9,25 % aux P.M.E..

CRISE DES ORGANISATIONS ET PARTIS BOURGEOIS

La défaite de ses partis, le R.P.R. et l'U.D.F. et aussi le F.N. aux élections de mai-juin 1988 est une défaite politique pour la bourgeoisie française. En 1986 l'élection d'une majorité R.P.R.-U.D.F. à l'Assemblée Nationale, majorité flanquée d'un fort groupe F.N. lui laissait espérer que la Ve République serait remise sur ses rails, c'est-à-dire que l'offensive économique et sociale contre les travailleurs et la jeunesse ferait un saut qualitatif et que plus ou moins rapidement le corporatisme pourrait être réalisé. Le mouvement des étudiants et des lycéens de novembre-décembre 1986, la mobilisation en cours, pendant ce mouvement, de la classe ouvrière ont contraint le gouvernement à retirer le projet de loi DEVAQUET. En contenant et en disloquant cette mobilisation ouvrière, les dirigeants de F.O., de la C.G.T., de la F.E.N. ont évité au gouvernement CHIRAC d'être balayé au moment du mouvement étudiant et lycéen et ultérieurement. Il a pu tenir jusqu'aux élections présidentielles.

Mais là le verdict prononcé en novembre-décembre 1986 a été exécuté. La défaire aux élections présidentielles a été sévère : pas même 20 % des votants au premier tour pour CHIRAC, le premier ministre au pouvoir ; 16 % pour BARRE, candidat de l'U.D.F. ; au deuxième tour seulement 44 % pour CHIRAC contre 56 % à MITTERRAND. Le F.N. obtenait certes 14 % des votants au premier tour mais il prenait ses voix à l'U.D.F. et au R.P.R. et absolument pas au P.S. et au P.C.F.. Les 14 % du F.N. n'adoucissaient pas la défaite politique de la bourgeoisie. Aux élections à l'Assemblée Nationale les partis bourgeois, grâce à la politique "d'ouverture au centre" que MITTERRAND, ROCARD et autres ont imposé au P.S., l'U.D.F. et le R.P.R. ont sauvé les meubles. Par contre, le groupe du F.N. à l'Assemblée Nationale a été balayé en raison du scrutin majoritaire à deux tours. Malgré les brisants à la "vague rose" dressés délibérément par MITTERRAND, ROCARD et autres, une majorité de députés P.S. et P.C.F. a été élue. Le 2e tour des élections à l'Assemblée Nationale a pris la forme d'un affrontement P.S.-P.C.F. d'un côté, bloc des partis bourgeois U.F.D.-R.P.R.-F.N. de l'autre, à l'issue duquel les partis bourgeois ont été battus. La réalisation du corporatisme est renvoyé à d'autres temps.

Il en résulte une profonde crise dans les partis bourgeois. Hors de l'Assemblée Nationale, toutes les composantes de l'U.D.F., y compris le C.D.S. de MEHAIGNERIE, restent vaguement fédérés sous la présidence de GISCARD D'ESTAING. A l'Assemblée Nationale, MEHAIGNERIE a formé son propre groupe "l'Union du Centre". Il fonctionne indépendamment et regroupe une quarantaine de députés. Le groupe U.D.F. que préside GAUDIN est hétérogène. BARRE a ses propres partisans. Les "barristes" RAUSCH et SOISSON sont devenus ministres. Le P.R. de François LEOTARD reste membre de l'U.D.F. mais il est politiquement et organisationnellement indépendant. Le R.P.R. était jusqu'alors structuré et homogène. L'élection du président de son groupe à l'Assemblée Nationale a montré qu'il s'est profondément lézardé. PONS n'a été élu, après de sombres magouilles, que par une voix de majorité sur SEGUIN. TOUBON qui était secrétaire général du R.P.R. a dû laisser la place. Alain JUPEE l'a remplacé. SEGUIN met en cause le rôle que Jacques CHIRAC joue au R.P.R. et sa politique :

> "Le R.P.R. ne doit pas être une simple machine à soutenir les candidatures successives de Jacques CHIRAC à l'Elysée", a-t-il déclaré.

Des voix se font entendre comme celle d'Etienne PINTE, vice président du groupe R.P.R. à l'Assemblée Nationale qui écrit : "Le R.P.R. a perdu son âme". L'exclusion de BACHELOT, directeur de la campagne électorale présidentielle de LE PEN, le départ de Pascal ARRIGHI du F.N. à la suite de la nouvelle affaire LE PEN, traduisent la crise du Front National.

MEHAIGNERIE se prononce pour "l'ouverture au centre" mais a ses exigences : un contrat de gouvernement. Il vient d'écrire à M. ROCARD pour constater que :

> "Trois mois après la formation du gouvernement et au-delà de l'affaire calédonienne traitée avec compétence", (il estime) "que le navire gouvernemental n'a pas véritablement de destination".

Cette lettre pose la question :

> "Le gouvernement est-il capable de prendre une position courageuse dans une période plutôt facile pour lui ou va-t-il se contenter de gestion quotidienne dans une certaine anesthésie ?"

"Les positions courageuses" c'est évidemment d'aller encore plus loin dans l'offensive contre les masses populaires. MEHAIGNERIE condamne l'impôt sur la fortune. BARRE a envoyé ses éclaireurs au gouvernement. Dans un interview à "Paris-Match", il dit que les grandes orientations de MITTERRAND lui paraissent "correspondre à ce qui est nécessaire pour la France". De façon provocatrice RAUSCH, ministre du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON déclare que le prochain premier ministre de MITTERRAND sera BARRE. Il ajoute :

> ""l'ouverture" ne fait que commencer... d'ici dix huit mois à deux ans, elle devrait être incontestable. "L'ouverture" va démarrer aux élections cantonales prochaines et se confirmer ensuite très fortement aux élections municipales (mars 1989)".

De son côté BARRE a expliqué qu'il fallait former, au centre, une force de gouvernement qui pourrait constituer un gouvernement de coalition avec les socialistes. Alain CARRIGNON, maire et député R.P.R. de Grenoble, s'engage à soutenir la candidature de Haroun TAZIEFF, réputé membre du P.S.. Il faudrait citer encore les prises de position de Simone WEIL, de Bernard STASSI.

L'AXE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Ca fait politiquement désordre. Mais de ce désordre se dégage une constante. MEHAIGNERIE explique : il faut peser sur le P.S. pour alléger plus substanciellement les charges des entreprises, que les privatisations soient dégelées, réduites les dépenses commémoratives de 1789, que ne soit pas accepté l'impôt sur les grandes fortunes, que soit accélérée la décentralisation, imposée l'interdiction de la fusion des listes aux élections municipales entre les deux tours (c'est-à-dire s'efforcer d'empêcher que soient possibles les ententes P.S.-P.C.F. au second tour). BARRE proclame :

> "Cette ouverture ne peut se concevoir comme un ralliement, ni comme un reniement mais comme une acceptation de travailler ensemble, sur des objectifs clairs et un programme précis".

Il prend les mêmes positions que MEHAIGNERIE. Mais, ajoute-t-il, il faut une force centriste "homogène, autonome et responsable". Après avoir préconisé, au lendemain des élections, l'union nationale, GISCARD D'ESTAING affirme :

> "Un gouvernement socialiste n'est pas le mieux placé pour préparer l'entrée de la France en Europe. L'Europe a besoin d'un grand parti libéral et centriste en France pour accélérer son union".

MITTERRAND a dénoncé le 14 juillet dans ses déclarations sur TF1 la constante commune aux uns et aux autres et R.P.R. SEGUIN, :

> "Il y avait une majorité de droite, il y a aujourd'hui une majorité de gauche. Il y avait un gouvernement de droite, il y a aujourd'hui un gouvernement de gauche. Il y avait un président de l'Assemblée Nationale de droite, il y a un président de l'Assemblée de gauche. Je suis toujours là. Je ne sais pas qui a gagné, mais comme dirait l'autre, je sais qui a perdu !
>
> ...C'est à la majorité qu'il convient de gouverner, pas à l'opposition. Cela me donne l'impression qu'il se passe à peu près ce dialogue-là, ou bien cette sorte de double réflexion : "Vous avez gagné ? Rendez-vous !". Non, ce n'est pas ainsi que les choses se posent. C'est à la majorité de gouverner.
>
> Moi le centre je trouve ça très bien. Je le cherche un peu et je pense qu'un centre qui vote avec la droite ou l'extrême droite, c'est un drôle de centre".

Il peut sembler que c'est un combat d'ombres dans un tunnel. Pourquoi MITTERRAND, chantre de "l'ouverture au centre", qui a tout fait pour que la "vague rose" soit endiguée, brisée, réagit-il ainsi ? Il avertit ROCARD : ne pas aller trop loin. Il refuse d'aller jusqu'au point où inéluctablement le P.S. se briserait. Déjà, il est lui-même allé si loin qu'il a mis en cause l'unité du P.S.. Il a dû reculer, dissoudre l'Assemblée Nationale. Son sort politique dépend de l'existence du P.S.. La bourgeoisie veut que ses organisations et partis reprennent le pouvoir - c'est ainsi qu'elle comprend "l'ouverture au centre" -. Dans leurs diversités, contradictions, rivalités de personnes, les groupes "centristes" sont tous sur cette ligne. L'éventualité d'un regroupement à droite animé par le R.P.R., ou une partie du R.P.R., intégrant les forces politiques du F.N., LE PEN étant ou non partie prenante, reprenant plus ou moins les thèmes xénophobes et ultra-réactionnaires du F.N., rentrerait parfaitement dans le dispositif politique d'ensemble de la bourgeoisie. La bourgeoisie a un objectif politique : annuler la défaite politique qu'elle a subie en mai-juin 1988. Elle utilisera toutes les tactiques et éventuellement les combinera.

Elle mise sur un recul électoral du P.S.. Les résultats des élections législatives partielles dans les deux circonscriptions de l'Oise où elles ont été annulées au mois de juin, indiquent un recul considérable du P.S.. Pourtant, dans ce genre d'élections, ceux qui sont arrivés en tête aux élections annulées pour vice de forme ont pratiquement toutes les chances d'être réélus et c'était le cas pour le candidat du P.S. dans au moins une de ces deux circonscriptions. Elle vise à le faire éclater. Quoi de plus explicite que ces propos de MEHAIGNERIE tenus quelques jours après le 14 juillet :

> "Nous, les centristes, nous demandons un débat avec le P.S. sur les inégalités, le chômage, les risques de déclin et les injustices catégorielles. Avec ROCARD ou EVIN (le ministre de la solidarité) nous pensons trouver des positions communes, mais pas avec la grande majorité des socialistes qui préfère cultiver le mythe manichéen du riche contre le pauvre". (...) "Ou l'on continue à s'accrocher à ces mythes, ou l'on s'attaque aux réalités. Mais je crains que les hommes proches de nos positions au P.S. ne soient minoritaires". ("L'Evènement du jeudi").

Au P.S. "l'ouverture au centre" soulève de plus en plus d'opposition. Bernard STASI écrit amèrement :

> "Il n'y a pas eu ouverture, d'appel public à un débat entre formations politiques (...) pouvant aboutir à la signature d'un pacte de gouvernement",

Selon lui les résistances à l'ouverture sont :

> "Beaucoup plus fortes au sein du P.S. que chez les centristes" (et) "un plus grand nombre de dirigeants socialistes préfèrent un accord avec le P.C. plutôt qu'avec une formation à la droite du P.S.".

La bourgeoisie n'en poursuit pas moins sur sa ligne. Elle a subi une défaite, mais n'est pas en déroute et combat. L'occasion se présentant, toutes les forces politiques de la bourgeoisie se rassembleront sur l'axe qui leur est commun. Pourquoi ? Parce que le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON se dresse ainsi qu'une digue contre le mouvement des masses, ce gouvernement est lui-même étayé par les appareils des confédérations, des fédérations syndicales, des syndicats, de la F.E.N.. Il protège l'ordre et l'Etat bourgeois, il pratique une politique de sauvetage du régime capitaliste en crise. Il conforte la bourgeoisie. Derrière cette digue elle s'organise et se prépare à de nouvelles échéances. A moins que le prolétariat ne submerge et ne brise cette digue.

UNE DONNEE POLITIQUE FONDAMENTALE : IL Y A UNE MAJORITE P.S.-P.C.F. A L'ASSEMBLEE NATIONALE

En organisant le référendum du 6 novembre qui doit ratifier la loi définissant le statut, pour les dix ans à venir, de la Nouvelle Calédonie, le gouvernement a deux objectifs : rejeter sur les masses populaires sa responsabilité dans le maintien du carcan colonial qui enserre le peuple Kanak ; être politiquement renforcé par une nouvelle manifestation d'union nationale, les partis bourgeois pouvant très difficilement ne pas approuver le maintien et le renforcement de la main mise de l'impérialisme français sur la Nouvelle Calédonie (voir article sur la Nouvelle Calédonie). Le résultat est acquis d'avance. Par contre, en dépit de ses calculs, le renforcement de la force et de la stabilité de ce gouvernement ne l'est pas. Ce gouvernement dépend entièrement, au moment actuel, de la capacité des dirigeants des centrales et organisations syndicales à paralyser la classe ouvrière et la jeunesse, à diviser, disloquer leurs mouvements.

Les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ont apprécié avec des nuances le 1 % d'augmentation que le gouvernement leur a concédé. Ce 1 % leur a cependant suffit à tous pour qu'ils acceptent de commencer à discuter avec le gouvernement d'un "contrat salarial" pour 1989. Les discussions se poursuivent entre les confédérations et le CNPF en vue de répondre à la revendication du CNPF de conclure "un accord cadre" concernant : les évolutions technologiques, l'organisation du travail, la mobilité, les conditions de travail et l'égalité professionnelle. Au Conseil Economique et Social, les dirigeants des centrales syndicales et de la F.E.N. acceptent de discuter de la Sécurité Sociale sur la base du rapport CHOTARD. La direction de la F.E.N. se félicite de la teneur des propositions JOSPIN. Elle est pleinement d'accord pour discuter d'un "contrat social" entre l'Etat, les régions, les syndicats d'enseignants. A tous les niveaux et sous toutes les formes les appareils syndicaux poursuivent "la participation". Ils s'y engagent encore plus profondément.

Un fait politique demeure : une nouvelle fois les partis bourgeois ont été battus aux élections ; une nouvelle fois il existe une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale. De plus en plus nettement la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse ont conscience que la satisfaction des revendications et une solution ouvrière à la question du gouvernement sont indissociables : il faut un gouvernement qui s'appuie sur les masses, mette en cause le régime capitaliste pour surmonter la crise et s'engager sur la voie menant au socialisme. Comment satisfaire les revendications, en finir avec le chômage dont sont victimes des millions et des millions de

travailleurs, comment satisfaire les immenses besoins des masses populaires, sans un plan de production élaboré et réalisé sous le contrôle des travailleurs ? En portant au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan.

Voulant avancer dans cette direction, les travailleurs s'adresseront de plus en plus aux députés et aux dirigeants du P.S. et du P.C.F. : vous avez la majorité à l'Assemblée Nationale ; assez de ce gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, de ce gouvernement de "l'ouverture au centre" qu'en votant P.S.-P.C.F. nous avons condamné. Ils exigeront : décidez que, majoritaires à l'Assemblée Nationale, les députés du P.S. et du P.C.F. décrètent : l'Assemblée Nationale est souveraine - nous constituons un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois, sans "personnalité" liée à la bourgeoisie - ce gouvernement émanant de l'Assemblée Nationale sera responsable devant elle.

Mais l'expérience a appris aux travailleurs que ni le P.S. ni le P.C.F. ne s'engageront dans cette politique. Il faudra leur imposer ces décisions, en allant manifester en masse à l'Assemblée Nationale, comme l'ont fait les étudiants et les lycéens en novembre-décembre 1986. Qu'est-ce qui catalysera ce mouvement des masses ? Impossible de le dire. Par contre, il est possible de dire que la classe ouvrière se prépare à cette action : lorsqu'elle se rassemble pour ses revendications, qu'elle exige des centrales, fédérations, syndicats qu'ils rompent avec la participation et la boycottent et réalisent le Front Unique. Ainsi se réunissent les conditions d'authentiques et efficaces combats. Pour et dans ces combats les formes d'organisations que les étudiants et les lycéens ont utilisées ressurgiront. La classe ouvrière se souviendra également de l'orientation et de l'objectif des étudiants et des lycéens : l'Assemblée Nationale, le gouvernement.

CONTRE LE REFERENDUM :
- POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE DE LA NOUVELLE CALEDONIE
- RETRAIT IMMEDIAT DE NOUVELLE CALEDONIE DES TROUPES, DE LA POLICE, DES FORCES REPRESSIVES, DE L'ADMINISTRATION FRANCAISES

UNE VIEILLE TRADITION COLONIALE

Le communiqué du Conseil des Ministres du 31 août déclare :

> "Le Conseil des Ministres sera donc saisi le 5 octobre prochain du projet de loi arrêté après avis du congrès du territoire, du comité consultatif placé auprès du haut commissaire et après examen par le Conseil d'Etat.
>
> Conformément à l'article 11 de la Constitution, le gouvernement proposera alors au président de la République, de soumettre ce texte à référendum. Ce référendum aura lieu le 6 novembre prochain".

Ainsi le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON a décidé de tenter de faire porter aux masses populaires la responsabilité de sa politique coloniale en leur demandant de ratifier sa loi carcan pour le peuple Kanak. Que les dirigeants du FLNKS aient participé à la discussion de cette loi ne change rien à sa nature. Selon cette loi :

> "Le territoire de la Nouvelle Calédonie (...) constitue au sein de la République française, conformément à l'article 74 de la Constitution, un territoire d'outre-mer".

En Nouvelle Calédonie est perpétuée une vieille tradition coloniale française. Au temps de "l'empire" et encore lorsque, au lendemain de la IIe guerre mondiale, cet "empire" fut rebaptisé "Union Française", le gouvernement français désignait ses représentants directs dans les différentes colonies, détenteurs de tous les pouvoirs : ils s'appelaient "Gouverneurs Généraux" ou "Hauts Commissaires". "L'Algérie française" avait à sa tête un "Gouverneur Général". Lors des premières discussions entre le gouvernement et les représentants du RCPR et du FLNKS, ces derniers auraient été d'accord pour que le "Haut Commissaire" du gouvernement français en Nouvelle Calédonie exerce tous les pouvoirs pendant un an, du 14 juillet 1988 au 15 juillet 1989. Aux "accords Matignon" signés le 26 juin par le gouvernement français, les représentants du RCPR et du FLNKS, sont adjointes des annexes qui seraient les "engagements" du gouvernement français sur lesquels les représentants du RCPR et du

FLNKS seraient d'accord. A propos de l'administration de la Nouvelle Calédonie, après le 15 juillet 1989, l'annexe 2 stipule :

> "1) L'administration et le développement du territoire fédéral de la Nouvelle Calédonie sont organisés dans le cadre des trois provinces : îles Loyauté, Sud, Nord. Chacune de ces provinces s'administre librement par une assemblée élue au scrutin proportionnel pour six ans et par un exécutif propre.
>
> 2) Les affaires communes sont gérées par un congrès du territoire composé de la réunion des trois assemblées provinciales. Le nombre des membres de chaque assemblée provinciale est fixé proportionnellement à sa population. L'exécutif du congrès est confié au représentant de l'Etat qui dirige l'administration territoriale".

C'est clair : l'exécutif reste le représentant de l'Etat, du gouvernement français : le "Haut Commissaire", l'administration territoriale reste l'administration française. L'armée, les forces répressives, la police restent celles de l'Etat français. Si ce n'est pas là un statut colonial, qu'est-ce donc qu'un statut colonial ? Les grandes démonstrations d'amitié qui ont eu lieu (au lendemain de la signature de l'accord du 26 juin démonstrativement, sous les objectifs des caméras de la télévision, Jacques LAFLEUR et Jean-Marie TJIBAOU se sont serrés la main ; pendant le voyage de Michel ROCARD en Nouvelle Calédonie ce ne fut qu'échange de congratulations) ne suffisent pas à masquer le maintien du joug colonial. A Nouméa, Michel ROCARD a exprimé clairement quel était le but des "accords" du 26 juin et du 20 août :

> "Mon souhait le plus cher est qu'en 1998 les populations choisissent de rester dans l'ensemble français".

Ce n'est pas qu'un "souhait". Toutes les dispositions sont prises pour qu'il en soit ainsi. Le "Haut Commissaire" du gouvernement français dispose : de l'administration et des forces répressives, des crédits gouvernementaux et du budget du "territoire", de l'appui des Caldoches qui monopolisent l'essentiel des richesses de la Nouvelle Calédonie.

LE PROJET DE LOI PREVOIT : LES KANAKS DANS DES "RESERVES"

Au terme des "négociations" du mois de juin, Michel ROCARD s'est adressé aux habitants de la Nouvelle Calédonie. La main sur le coeur, il leur a dit :

> "Je veux vous aider à réussir votre destin par la reconciliation, la solidarité et la construction de l'avenir".

Dans sa bouche : "réconciliation" signifie les opprimés pardonneront à leurs oppresseurs ; "solidarité" veut dire les exploités accepteront de rester exploités ; "construction de l'avenir" à égale acceptation par le peuple Kanak de la "Nouvelle Calédonie Française".

En effet : le premier point de cet "accord" tente d'imposer au peuple Kanak d'accepter d'être exproprié des principales richesses de son propre pays. Le "territoire de Nouvelle Calédonie" doit être divisé en trois "provinces", chacune de ces provinces aura une Assemblée élue à la proportionnelle. La réunion des trois assemblées formerait "le congrès du territoire". Le projet de loi stipule :

> "L'Assemblée de la province Nord comprend quinze membres, celle de la province Loyauté sept membres, celle de la province Sud trente deux membres".

La province Sud est celle des Caldoches. C'est dans cette province qu'est rassemblé l'essentiel des richesses économiques de la Nouvelle Calédonie. Les provinces Nord et Loyauté deviennent purement et simplement des "réserves", à la façon des réserves indiennes aux Etats Unis au cours du 19e siècle. Les Kanaks auront le "droit" de s'y auto-administrer sous la surveillance de l'autorité française et dans des limites strictement précisées.

Dans la répartition des crédits de l'Etat, la province Sud aura la part du lion :

> "La dotation de fonctionnement est répartie à raison de 50 % pour la province Sud, 30 % pour la province Nord et 20 % pour les îles Loyauté".

Quant aux dépenses d'équipement, elles seront à la charge du territoire et :

> "réparties à raison de 40 % pour la province Sud, 40 % pour la province Nord et 20 % pour la

province des Iles Loyauté".

La composition du "congrès du territoire" dont, rappelons-le, l'exécutif sera l'administration française que dirigera le "Haut Commissaire" nommé par le gouvernement français, concrétise le fait que les Caldoches se subordonneront le peuple Kanak : à eux seuls ils disposent de 32 sièges et le peuple Kanak seulement de 22.

L'amnistie n'a même pas été accordée en prime aux dirigeants du FLNKS puisque :

> "le bénéfice de l'amnistie ne s'étend pas à ceux qui par leur action directe et personnelle ont commis le crime d'assassinat prévu par l'article 296 du code pénal".

Sont ici visés les Kanaks qui ont combattu contre l'occupation de leur pays par les forces répressives françaises et qui ont répondu aux exactions, aux spoliations organisées par les Caldoches. Il est vrai qu'il est également stipulé :

> "Les personnes exclues du bénéfice de l'amnistie (...) d'une part ne peuvent être placées en détention provisoire lorsqu'elles sont inculpées, d'autre part elles sont remises en liberté de plein droit au plus tard le 25 décembre 1988 lorsqu'elles sont placées sous le régime de la détention provisoire au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi".

Cette mesure n'est pas l'amnistie. Les poursuites ne sont pas abandonnées. Des condamnations sont donc possibles.

UN RESULTAT CONNU D'AVANCE

Le scrutin "d'autodétermination" est renvoyé à 1998, autant dire aux calendes. Que ce sera-t-il passé d'ici là, tant en France qu'en Nouvelle Calédonie ? De toute façon "le gouvernement de la République française" a pris ses précautions. C'est lui qui contrôlera l'établissement des listes électorales.

> "Les commissions administratives chargées de la mission des listes électorales pour la période annuelle commençant le 1er mars 1989 seront composées pour chaque bureau de vote :
>
> - d'un président, désigné parmi les magistrats de l'ordre judiciaire, par le premier président de la cour de cassation ;
>
> - du maire de la commune ou de son représentant ;
>
> - de quatre électeurs de la commune désignés par le Haut Commissaire, après avis du comité consultatif institué par la loi n° 88-808 du 12 juillet 1988".

Mis à part le maire de la commune, tous les autres membres de ces commissions dépendront d'une façon ou d'une autre du gouvernement français. Selon les estimations effectuées par le FLNKS au cours des discussions de la fin juillet et lors de sa convention de Thio et de Ouvéa : geler l'électorat à partir de 1988 permettrait aux caldoches de conserver une majorité de 64 %. Le texte du gouvernement n'a pas varié :

> "Seront admis à participer au scrutin les électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire à la date de cette consultation et qui auront été domiciliés de manière continue depuis la date du référendum approuvant la présente loi".

Encore bien même le peuple Kanak parviendra-t-il à arracher par on ne sait quel miracle, la majorité à ce scrutin "d'autodétermination", la division en provinces de la Nouvelle Calédonie permettrait alors à la province Sud (Nouméa) de faire sécession.

POURQUOI ?

S'interroger sur les raisons qui ont amené la direction du FLNKS à ratifier de tels "accords" est parfaitement normal. La première raison : en Nouvelle Calédonie est rassemblé, proportionnellement à la population Kanak, un formidable corps expéditionnaire composé de forces des armées de terre, de l'air, de mer, de la gendarmerie, de CRS, appuyé sur les Caldoches. L'opération montée par PONS à Ouvéa, en utilisant le GIGN, les parachutistes du 11e RCP, un commando d'action sous marine pour libérer les gendarmes faits prisonniers par un groupe du FLNKS (opération que MITTERRAND a avalisée) a été une véritable action de guerre et de terrorisme : massacre de militants du FLNKS qui s'étaient rendus ; exactions et violences contre la population de l'Ile d'Ouvéa.

Politiquement, il s'est agi de montrer au peuple Kanak que l'impérialisme français était prêt, une fois de plus, à noyer dans un bain de sang sa volonté d'indépendance. C'est sur cette crainte que le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON a appuyé les "négociations" entre d'un côté lui et le RCPR et le FLNKS de l'autre.

Les massacres de Kanaks jalonnent l'histoire de la colonisation de la Nouvelle Calédonie. Rien que pendant ces dernières années la liste est longue des Kanaks tués, massacrés : Pierre DECLERCQ, Célestin ZONGO, Eloi MACHERO, Léopold DAWANO ; au cours de l'embuscade de Hienghène, en décembre 1984, 10 Kanaks ont été tués, dont deux frères de Jean-Marie TJIBAOU ; l'un des survivants de cette tuerie, Jean-Luc VAYADIMOIN est actuellement inculpé et incarcéré pour avoir tué José LAPETITE, un des massacreurs de Hienghène, massacreurs qui ont été absous par la cours de Nouméa. Alphonse DIANOU, Wenceslas LAVELLOI, Waine AMISSA, Albert POJTIE auraient été liquidés après la prise de la grotte d'Ouvéa.

La deuxième raison c'est l'isolement du peuple Kanak face à l'impérialisme français. Les dirigeants du P.S. sont les artisans de la politique de subordination du peuple Kanak à l'impérialisme français dans la forme que les accords de Matignon signés le 26 juin et ceux du 20 août sur le projet de loi référendaire, viennent de définir. A l'Assemblée Nationale, le P.C.F. a voté pour l'orientation et les textes issus de l'accord du 26 juin. Il appelle à voter "oui" au référendum du 6 novembre. Les directions syndicales apportent ouvertement, ou de facto, leur appui à cette politique. Ce sont eux les principaux responsables car, compte tenu du rapport des forces entre l'impérialisme français et le peuple Kanak celui-ci ne peut vaincre sans l'appui du mouvement ouvrier français.

Jean-Marie TJIBAOU a eu beaucoup de difficultés à faire ratifier par la direction du FLNKS les "accords" du 26 juin. Parlant de la poignée de main entre Jacques LAFLEUR et Jean-Marie TJIBAOU, JOREDIE, n° 3 du FLNKS a dit, après avoir refusé de participer à l'ultime phase des "négociations" de juin : "L'esclave a accepté de serrer la main à son maître". Le FLNKS est un front composé de plusieurs organisations. Certaines, dont le FULK (Front Uni de Libération Kanak) étaient opposées à la poursuite des "négociations" et au retour à Paris de la délégation du FLNKS. Le combat pour l'indépendance du peuple Kanak est un combat très difficile : le peuple Kanak est un petit peuple ; l'impérialisme français a fait de la Nouvelle Calédonie une colonie de peuplement sans parvenir à réduire le peuple Kanak au niveau où ont été réduits les aborigènes d'Australie et de Nouvelle Zélande ; les organisations ouvrières françaises se rangent du côté de l'impérialisme français, quand ce ne sont pas elles qui font directement sa politique. Enfin, les dirigeants des organisations kanaques ont souvent été marqués par leur formation au sein des ou par les églises, lesquelles sont toujours, quelquefois très subtilement, des agences de l'impérialisme. Chacun sait que Jean-Marie TJIBAOU est, par ailleurs, très lié au P.S.. Quoi qu'il en soit, il est inéluctable que, à un moment ou à un autre, le peuple Kanak se dresse contre ces "accords" qui veulent le ligoter, le paralyser. Il reprendra la lutte pour son indépendance.

CONTRE LE REFERENDUM

En elle-même la procédure du référendum est inacceptable pour décider d'une loi. Mais surtout, par le référendum du 6 novembre, il s'agit de faire endosser à la population laborieuse la politique coloniale toute au service de l'impérialisme français, du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, alors que les travailleurs français et le peuple Kanak ont un même ennemi : l'impérialisme, le capitalisme français. A la loi sur la Nouvelle Calédonie, au référendum du 6 novembre, il faut opposer les mots d'ordre de : retrait des troupes, des CRS, de toutes les forces répressives, de l'administration françaises de Nouvelle Calédonie ; la Nouvelle Calédonie au peuple Kanak. Les Français qui veulent rester en Nouvelle Calédonie doivent accepter la souveraineté du peuple Kanak dans et sur leur propre pays. Contre un tel référendum le devoir des organisations du mouvement ouvrier français est : de se prononcer pour l'indépendance du peuple Kanak ; d'organiser le boycott du référendum. Mais si elles étaient prêtes à remplir ce devoir, il n'y aurait pas de référendum. Le P.S. et le P.C.F. ont la majorité à l'Assemblée Nationale. S'ils défendaient les intérêts de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, ils décideraient : l'Assemblée Nationale se proclame souveraine ; le gouvernement émane d'elle et est responsable devant elle ; nous constituons un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois, ni "personnalités" membres du personnel politique de la bourgeoisie, gouvernement entièrement au service du prolétariat et de ses intérêts. En conséquence, ils décideraient : la Nouvelle Calédonie au peuple Kanak, retrait des troupes françaises, des CRS, de l'administration française. L'absence du Parti Ouvrier Révolutionnaire se fait sentir une fois de plus : il n'y a pas de force politique suffisante pour organiser un véritable boycott. Qu'au moins partout où c'est possible s'exprime ce qu'exige le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

- contre le référendum
- pour l'indépendance immédiate de la Nouvelle Calédonie
- retrait immédiat de Nouvelle Calédonie des troupes, de la police, des forces répressives, de l'administration françaises.

COMMENT ET SUR QUELLE ORIENTATION PREPARER LE COMBAT

D'IMPORTANTS MOUVEMENTS

Le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON et le patronat sont inquiets : quelles vont être, au cours des semaines ou des mois qui viennent, les réactions de la classe ouvrière à leur politique ? Les statistiques du ministère du travail indiquent que pendant les quatre premiers mois de l'année 1988, en comparaison des quatre premiers mois de l'année 1987, dans les petites et moyennes entreprises, le nombre de journées de grève a considérablement augmenté. D'importants mouvements de grève, longs et spectaculaires, ont également eu lieu pendant ces derniers mois : Chausson, Michelin, la SNECMA, Chantiers de l'Atlantique, imprimerie Didier, mineurs de Gardanne. Ces mouvements ne signifient pas que, dans que dans sa grande masse la classe ouvrière se soit engagée dans le combat : elle cherche les voies et les moyens de la lutte pour ses revendications contre la politique du gouvernement et du patronat, contre ce gouvernement entièrement au service du capitalisme français en crise.

Ces mouvements de grève de longue durée et spectaculaires illustrent aussi comment les appareils syndicaux (et complémentairement les gauchistes) provoquent leur échec. C.P.S. n° 22 a déjà analysé les mouvements de chez Chausson, de chez Michelin, de la SNECMA. Quelques semaines après la grève des travailleurs de chez Chausson qui a duré cinq semaines, la direction a annoncé, le 19 juillet au Comité d'Entreprise, un plan de 1134 licenciements. La "tactique" des appareils syndicaux vise à faire avorter, à disloquer préventivement la possibilité d'une mobilisation générale de la classe ouvrière.

LA GREVE DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

Aux Chantiers de l'Atlantique, la direction a annoncé le lundi 19 juin le licenciement pour cause de rationalisation de 135 ouvriers. Suite à l'annonce de ces licenciements, les directions syndicales F.O. et C.F.D.T. d'un côté, C.G.T. de l'autre, appellent le mardi matin 14 juin à un débrayage suivi d'un meeting. Au meeting les ouvriers exigent d'aller tous ensemble à la direction des Chantiers. Une délégation composée des dirigeants syndicaux confirme les 135 licenciements. D'après l'interview que "I.O." n° 1372 datée du 22 juin a publié, tout alors se précipite :

> "On nous a demandé ce que nous voulions faire : se retrouver là le lendemain matin ou continuer la grève dès l'après-midi. Il y a eu à nouveau vote et la majorité écrasante s'est prononcée pour poursuivre la grève dès ce moment-là. Ca a été la même chose le lendemain matin à la prise de poste. Résultat, la participation à la grève est allée grandissante jusqu'à atteindre 90 et même 95 % le vendredi et le lundi 20 juin".

Visiblement satisfait, J.P. RAFFI pose la question : "Il y a donc unité complète de la grève ?".

Réponse :

> "On a une situation de grève sur place qui est reconduite toutes les demi-journées. A chaque début de poste, il y a un meeting au cours duquel les organisations syndicales font leurs propositions qui sont soit acceptées, soit rejetées par les travailleurs du Chantier. C'est de cette manière que l'unité est maintenue. Les balades à la gare ou au péage du Pont de la Loire ne font pas recette".

Manifestement les travailleurs auxquels le petit reporter d'"I.O." pose ses questions sont des responsables F.O.. J.P. RAFFI ne s'inquiète pas de savoir pourquoi il n'y a pas de comité de grève comprenant travailleurs élus dans les équipes et responsables syndicaux. Il ne s'inquiète pas plus de savoir sur quelle orientation la grève est engagée. "I.O." titre triomphalement : Chantiers navals de Saint-Nazaire. <u>La grève fait l'unité</u>".

Non moins triomphalement "I.O." du 29 juin n° 1373 titre : "<u>Tous unis contre les licenciements</u>" :

> "Des milliers de manifestants avec les Unions départementales devant la sous-préfecture contre les licenciements et la remise en cause du statut social aux Chantiers de l'Atlantique".

Cette fois c'est un interview de R. MAGRE, secrétaire du syndicat C.G.T. de la Navale que publie "I.O.". On y lit :

> Question : "Et maintenant ?".
> Réponse : "Il faut que les pouvoirs publics, le gouvernement prennent leurs responsabilités. Ils ont la possibilité de faire cesser ce plan puisque c'est eux qui, au point de départ, l'ont mis en oeuvre par le biais du plan LAGAGNE et les congés de conversion. Alors ils peuvent le stopper. Que la direction reprenne à partir de là les négociations".
>
> Question : "Si on en juge par cette manifestation, cette combativité est fondée sur l'unité".
>
> Réponse : "... L'unité bien sûr ! On a des différences d'analyse entre nous les syndicats. Le seul moyen de les dépasser c'est de faire en sorte que les travailleurs soient acteurs et pas seulement spectateurs des intersyndicales. Cà, c'est l'assemblée quotidienne qui le permet. Sur cette base on peut aboutir".

Comme si le gouvernement ne prenait pas justement "ses responsabilités" de gouvernement au service du capital ! Que faut-il faire pour que cessent les licenciements ? Motus et bouche cousue. Ce qui n'empêche pas "I.O." et son petit reporter d'être toujours satisfait. Las, après 4 semaines de grève, le lundi 11 juillet les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. appellent à la reprise alors que les 135 licenciements sont maintenus. Du coup "I.O." n° 1375 datée du 12 juillet publie un article vengeur d'un correspondant anonyme :

> "Les responsables C.G.T. et C.D.F.T. des chantiers de Saint-Nazaire ont présenté lundi matin devant l'assemblée générale à laquelle participaient 1500 travailleurs... le "constat d'accord" qu'ils avaient signé la veille (F.O. a refusé de signer ce "constat") ...80 % des grévistes présents à l'assemblée n'ont pas pris part au vote et sur les quelques deux cents qui ont voté, près de la moitié s'est prononcée pour la poursuite de la grève".

A noter que c'est le même responsable C.G.T., René MAGRE, dont "I.O." montait en épingle les positions unitaires qui a fait "voter" la reprise.

"L'unité à la base", "l'unité faite par la grève" a volé en éclats et la grève avec. Dès lors, le "théoricien" préposé à tous les maquillages et les mauvais coups, tire "les leçons d'une grève" :

> "L'unité, les ouvriers l'ont réalisée avec les organisations pour leur mobilisation aux chantiers mêmes. Mais l'unité ne s'est pas réalisée à tous les niveaux. Et c'est là la question politique de l'heure".

Daniel GLUCKSTEIN se réveille mais un peu tard. Il explique également que "l'unité à la base" ne suffit pas. On est bienheureux de l'apprendre. Mais entre qui et qui l'unité doit-elle se réaliser ? Les dirigeants des confédérations F.O., C.G.T., la F.E.N. ? D.G. ne le dit pas. L'unité pour quoi faire ? D.G. ne le dit pas non plus.

Le 13 juillet, l'un des futurs 135 licenciés, Philippe GUILLOU, 32 ans se suicide. Comble du cynisme, le petit Rouletabille d'"I.O.", J.P. RAFFI, fait des gloses dans "I.O." n° 1376 datée du 20 juillet sur le suicide de Philippe GUILLOU :

> "L'unité à la base, par la base, n'a pas été réalisée à tous les niveaux. Alors, alors la grève est entrée dans un processus bien connu dont le résultat a été la reprise (sic)".

"Alors, alors", Philippe GUILLOU s'est suicidé. "Alors, alors" J.P. RAFFI touchera quand même à la fin du mois son salaire de permanent servile.

LA GREVE DES MINEURS DE GARDANNE

Autre mouvement politiquement significatif : la grève des mineurs de Gardanne. Les revendications d'origine : 1,5 % d'augmentation des salaires à partir du 1er janvier et une prime de rattrapage du pouvoir d'achat de 1500 francs pour 1987. Le 6 avril, la direction propose une augmentation générale de 1,1 % en masse et la garantie d'un salaire minimum de 66 000 francs par an (5 500 francs par mois). Le 7 avril la direction de la C.G.T. des Houillères de Provence dépose un préavis de grève. Sous l'impulsion des dirigeants C.G.T. auxquels se rallient ceux de la C.F.D.T. les mineurs observent deux heures de grève par poste quotidiennement. Sous prétexte qu'elle aurait constaté une baisse de 50 % de la production entrele 8 et le 28 avril, la direction des Houillères de Provence décide de ne payer que 50 % des salaires au lieu des 75 % escomptés. Dès lors, la direction de la C.G.T. appelle à la grève totale à partir du 28 avril. Le 13 mai une cinquantaine de mineurs s'installent au fond de la mine à la suite du jugement du tribunal de grande instance qui ordonne l'évacuation du carreau de la mine par les grévistes sous peine d'une amende de 1 000 francs par jour. Pendant la grève, la direction de la C.G.T. formule de nouvelles revendications : une augmentation minimum des salaires de 400 francs par mois ; salaires minimum garantis de 6 600 francs par mois pour les travailleurs de la surface, 7 800 francs pour ceux du fond.

La direction du syndicat C.G.T. des Houillères de Provence a dirigé cette grève dans le plus pur style stalinien en s'appuyant sur une minorité d'activistes qui dictent leur loi à la majorité des travailleurs, le blocage des grilles d'entrée, les intimidations. La municipalité P.C.F. de Gardanne a servi de base opérationnelle. Si bien que la direction des Houillères a pu : constituer un "comité de non-grévistes" ; recueillir 1016 signatures de travailleurs des Houillères de Provence réclamant la liberté du travail ; prétendre que sur 1804 salariés, auxquels elle a envoyé des lettres accompagnées de bulletin de vote, 1006 avaient répondu en se prononçant pour la reprise du travail. Pendant toute la durée de la grève, les "actions" folkloriques ont succédé aux "actions" folkloriques. Les dirigeants C.F.D.T. qui jusqu'alors avaient suivi ceux de la C.G.T. ont fini par signer, le 27 juillet, un protocole d'accord avec la direction des Houillères de Provence, que les dirigeants C.G.T. ont dénoncé. Dès lors, les militants de la C.F.D.T. (peu nombreux à la vérité puisque la C.F.D.T. n'obtient, dans les élections professionnelles des Houillères de Provence, que 4 % des voix) ont été expulsés manu militari du carreau des mines par ceux de la C.G.T..

Finalement, le lundi 8 août, les représentants des organisations syndicales ont été reçus, syndicat après syndicat, au ministère de l'industrie. A la sortie, la délégation C.G.T., Augustin DUFRESNE, secrétaire général de la Fédération du sous-sol, a déclaré : "Ce que nous venons d'obtenir constitue une avancée positive".

ACCORD DU 27 JUILLET	ACCORD DU 8 AOUT
. Prime de rattrapage : 1 000	. Prime de reprise : 1 500
. Avance sur salaire remboursable : 4 500	. Prime dont on ne sait si elle est remboursable : 4 500
. Prime de productivité payée en 24 mois : 4 500 si la production dépasse 10,5 tonnes par jour et par mineur, à partir du 1/9/88	. Prime payée en 24 mois : 4 500
. Paiement à 75 % des 16 jours de grève partielle d'avril et que la direction n'avait payés qu'à 50 % : 1 400	. Paiement à 75 % des 16 jours de grève partielle que la direction n'avait payés qu'à 50 % : 1 400
. Relèvement des salaires les plus bas, 370 agents du jour et de la centrale thermique confirmés	. Mesures déjà appliquées en Lorraine concernant les bas salaires
. Paiement des salaires pendant les 4 jours de négociation.	. Paiement des salaires pendants les 4 jours de négociation et pas de retenu de jours de congé en 1988.

Les "explications" les plus vaseuses ont été données sur les deux versements de 4 500 francs. Vérifications faites : pour le premier il n'est plus mentionné qu'il soit remboursable ; pour le second, voici ce qui est écrit dans le protocole cité par "Le Monde" du 10 août :

> "4 500 francs perçus sous forme de versements mensuels d'un montant de 150 francs (août-décembre 1988) et de 200 francs à partir de janvier 1989".

Comparé à l'accord du 27 juillet, celui du 8 août comprend une augmentation de 500 francs de la prime de reprise ; il n'est plus spécifié que les premiers 4 500 francs sont une avance remboursable ; la seconde prime de 4 500 francs qui sera payée en 24 mois n'est plus qualifiée de "productivité" et elle n'est plus conditionnée à ce que la production atteigne 10,5 tonnes par mineur et par jour ; il est spécifié qu'il n'y aura pas diminution des jours de congés pour 1988 par suite de la grève.

Bilan en argent. La direction proposait le 6 avril un salaire minimum de 5 500 francs par mois. Ceux qui ont les salaires les plus bas perdent au minimum 20 000 francs du fait de la grève. Mais nombre de mineurs de fond ont des salaires qui dépassent 8 000 francs par mois. Ceux-là perdent plus de 32 000 francs. Les premiers récupèrent 1 500 + 4 500 + 1 400 = 7 400 francs et un peu plus pour les autres. A cela la direction de la C.G.T. ajoute les "4 jours de négociation" qui ne seront pas considérés comme jour de grève et seront payés. Elle aboutit à ce que les travailleurs de la surface percevront à la reprise 8 700 francs et ceux du fond 9 600 francs. Il faudra par contre 24 mois pour que les mineurs touchent le dernier franc de la 2e prime de 4 500 francs.

Fidèle à elle-même, "L'Humanité" parle de "victoire", d'organisation d'une fête de la victoire. Louis SUZANNE, secrétaire général du syndicat des mineurs C.G.T. des Houillères de Provence, est tenu à plus de réserve. Il dit qu'il s'agit d'un "compromis honorable". A la vérité en se couvrant derrière des formes "radicales", la direction de la Fédération des sous-sol C.G.T. a procédé à un matraquage, non seulement des mineurs de Gardanne mais de

toute la corporation minière. Dans les années qui viennent c'est à nouveau par dizaines de milliers que doivent être supprimés des postes de travail et des mineurs être licenciés dans les Houillères de France dont font partie les Houillères de Provence. Fin 1987 d'importants mouvements ont eu lieu dans le Nord et le Pas de Calais contre les licenciements. Fin février d'autres mouvements ont eu lieu pour les salaires aux Houillères de Lorraine. La direction stalinienne de la fédération du sous-sol a monté son coup pour démoraliser et paralyser l'ensemble de la corporation.

A L'IMPRIMERIE DIDIER

Plus subtile a été la façon dont ont été conduits et conclus d'autres mouvements. C'est le cas de celui qui a eu lieu à l'imprimerie Jean Didier à Massy. Au point de départ le patron Jean DIDIER licencie deux ouvriers qui se seraient battus dans l'entreprise. La section syndicale C.G.T. appelle le 13 juin à la grève. Selon "L'Humanité" du 20 juillet :

> "A la suite d'un mouvement de grève décidé par les travailleurs pour s'opposer au licenciement de deux de leurs camarades, M. DIDIER s'énerve et ferme les portes de l'imprimerie, coupe le téléphone, l'eau et l'électricité. En un mot, le look-out. 24 employés reçoivent quelques jours plus tard une lettre de licenciement. Parmi eux 19 sont élus C.G.T.. Le 22 juin, le tribunal d'Evry saisi par le syndicat, ordonne à M. DIDIER la levée du look-out. Réponse du patron : il saisit ce même tribunal et demande l'expulsion des travailleurs de l'entreprise. Le tribunal d'Evry le déboute quelques jours plus tard.
>
> Le rapport d'huissier mandaté pour l'occasion note : "Les locaux ne sont pas occupés par des grévistes mais par des personnes en attente de travail". Mais de toutes ces décisions, M. DIDIER n'a cure".

Toujours selon "L'Humanité" du 20 juillet :

> "Sous le coup de deux décisions de justice, M. DIDIER est cependant bien obligé de lâcher. "J'ai convoqué chacun des membres du personnel à son poste de travail le 25 juillet", mais d'ajouter aussitôt : "A l'exception de 24 personnes qui font l'objet d'une procédure de licenciement"".

Le 22 juillet, Luis VIANNET, numéro 2 de la C.G.T., adresse une lettre à J.P. SOISSON, ministre du travail dans laquelle il le presse d'intervenir :

> "Il est aujourd'hui urgent, alors que se multiplient les provocations à l'égard de ces travailleurs, que le gouvernement assume à plein ses responsabilités et fasse respecter la loi".

Comme l'écrit "L'Humanité" du 23 juillet : soudain, à la sommation de Luis VIANNET "le monstre sort du bois". Il invite :

> "M. Jean DIDIER a remettre en route son entreprise sans préalable. C'est-à-dire en la présence de l'ensemble du personnel dont les 24 salariés (dix neuf délégués C.G.T.)".

C'est alors le grand jeu. Jean DIDIER accepte de rouvrir l'imprimerie, mais il la fait occuper par une soixantaine de nervis armés. "L'Humanité" du 26 juillet fait le récit suivant :

> "En gare de Massy-Palaiseau, les trois cent vingt salariés de l'imprimerie Jean Didier étaient arrivés accompagnés par leurs camarades de la profession. (...) Le personnel devait trouver portes closes... Au moment où les salariés voulaient enjamber la petite haie vive qui sert de clôture, une pluie de bombes lacrymogènes, de très forte puissance, éclatait en un grand nuage toxique. (...) Surpris par la détermination des travailleurs du Livre, (les nervis) se réfugiaient au dernier étage du bâtiment administratif".

Mais rapidement tout se dénoue. Le comité intersyndical du Livre parisien lance le mot d'ordre de grève qu'il rapporte promptement. A la suite de tractations : "Au milieu des malfrats et encadré par les policiers, Jean DIDIER en personne quittait les lieux, sous les huées des salariés". Le même jour, J.P. SOISSON nomme un "médiateur" que les deux parties acceptent : Monsieur MIOT, président du syndicat (patronal) de la presse parisienne. Le mercredi 27 juillet, levée du look-out, rétablissement du courant, de l'eau et du gaz, les salariés peuvent remettre en état de fonctionner l'entreprise. L'accord final est conclu le vendredi 29 juillet : les poursuites contre les 24 sont abandonnées et le travail reprendra le lundi 1er août. Cris de triomphe de "L'Humanité". Organisation du "grand meeting de la victoire", fête et champagne. Qu'en est-il ? Les deux licenciés pour la réintégration desquels la grève avait été engagée ne le sont pas. Le syndicat leur cherchera du travail.

Derrière tout cela il y a le problème de la modernisation et de la rationalisation, la mise en cause du statut de la presse, la déréglementation hors des conventions collectives. Le syndicat du Livre C.G.T. possède le monopole de la négociation avec le patronat. Il veut le conserver. Une petite note publiée dans "L'Humanité" du 30 juillet laisse passer le bout de l'oreille :

> "Par leur détermination, par la solidarité qui les a entourés, les salariés ont contraint le plus gros imprimeur de France à respecter la loi, à renoncer à une fermeture de l'entreprise dont il les menaçait et à discuter les questions de modernisation qu'il entendait régler à sa manière : dans le plus grand secret, contre l'emploi et les acquis sociaux".

Décrypté, ce langage signifie : la Fédération du Livre C.G.T. s'est engagée à participer à l'élaboration et à l'application de la modernisation et de la rationalisation dont l'objectif est de réduire la force de travail et de diminuer sa valeur. L'appareil de la C.G.T. entend participer et le patronat a besoin qu'il participe à cette opération.

DANS LES HOPITAUX DE LA REGION PARISIENNE : CHARLES FOIX...

Deux autres mouvements valent qu'on s'y arrête. Ils témoignent en effet de la façon dont les appareils syndicaux s'engagent au côté du patronat et du gouvernement dans l'application de leurs plans. Le 24 juin, une grève des infirmiers de l'h^F0215opital Charles-Foix d'Ivry s'engage. Revendications : embauche de 55 infirmières supplémentaires. A quoi la direction syndicale C.G.T. ajoute 1 500 francs d'augmentation tout de suite, pour tous, l'intégration des primes, un vrai 13e mois. "L'Humanité" du 21 juillet annonce :

> "Succès à l'hôpital Charles-Foix. Premiers renforts. Après un mois de grève, les personnels de l'établissement ont gagné 20 emplois supplémentaires et la révision générale des conditions de service".

Mais l'article est curieusement rédigé :

> "Après trente-trois jours de grève, les infirmiers et le personnel hospitalier décident de la reprise du travail. "Non pas de la reprise, de la suspension du conflit, il y a une nuance"".

Qu'est-ce à dire ?

> "La nuance consiste ici à transformer en acquis définitif ce que la direction de l'Assistance Publique et la direction de l'établissement ont fini par lâcher hier, enfermées jusque là dans leur refus de renforcer l'équipe soignante de cet hôpital où résident mille cinq cents malades, dont beaucoup de personnes âgées".

Plus loin :

> "Hier matin une délégation a été reçue par le préfet du Val de Marne pour dire la détermination de tous de transformer les vingt emplois arrachés la veille en embauches définitives".

"L'Humanité" du jeudi 4 août revient sur ce que les infirmières de l'hôpital Charles-Foix auraient arraché après un mois de grève :

> "Le déblocage de 20 "mensualités d'été", ce qui correspond à l'embauche ferme de 5 infirmières diplômées d'Etat et de 15 I.D.E. intermittentes, ainsi que la satisfaction d'une série de revendications locales... Pourtant quinze jour après ce succès qui a décidé de la fin de la grève, le personnel infirmier attendu n'est pas là. Deux infirmières ont été engagées ainsi que 17 intérimaires".

La réalité se fait jour peu à peu. Un des points de l'accord de fin de grève que citait "L'Humanité" du 21 juillet est explicite :

> "Plus généralement une étude de charge de travail va bientôt être entamée en collaboration avec tous les personnels de chaque service. Les résultats de cette étude seront soumis fin octobre au CHSCT et à la commission paritaire de l'établissement".

En d'autres termes, à l'hôpital Charles-Foix, les syndicats et les personnels vont être étroitement "associés" à l'application des conséquences dela politique du "budget global" des hôpitaux. Selon les besoins du moment, du personnel sera déplacé d'un service à l'autre.

...SAGES FEMMES

Le mouvement des sages-femmes a été monté en épingle par "I.O." comme par "L'Humanité". J.P. RAFFI est allé poser des questions à l'une d'elle.

> Question : "A l'issue de 10 jours de grève, vous avez finalement gagné.
>
> Réponse : "Oui, au départ la direction générale voulait bien accepter nos revendications à condition qu'on accepte le système GIOTTO (...) au niveau de chaque hôpital une sorte de modus vivendi s'était établi si bien que les sages-femmes ne pointaient pas. A Louis-Monnier, il y avait, sur 20 sages-femmes, 7 vacataires. Un jour la direction a voulu les obliger à pointer. On a refusé en pensant au début que de cette manière on allait attirer l'attention sur notre situation. Mais la direction a décidé de ne plus payer aux vacataires les heures de nuit et celles en jours fériés. Nous avons donc décidé la grève et nous avons constitué un comité de grève por organiser notre mouvement. On s'est dit que les syndicats étaient là pour nous défendre et on les a donc tous appelés à rester unis avec nous... Nous avons décidé d'appeler toutes les sages-femmes de l'A.P. à une Assemblée Générale avec l'ensemble des syndicats. Sur 300 sages-femmes de l'A.P. nous étions 200. Une délégation de 26 a été désignée pour rencontrer la direction : une sage-femme par maternité, le comité de grève de Louis-Monnier et deux représentants par syndicats.
>
> La discussion a duré trois heures et nous avons gagné. Nous devons seulement badger pour signaler notre prise de fonction mais nous ne sommes pas soumises au système de gestion horaire que la direction voulait mettre en place".

Et "I.O." de titrer : "Grève victorieuse des sages-femmes".

Malheureusement, le petit reporter d'"I.O." a oublié d'informer les lecteurs de ce journal de ce qu'est le GIOTTO - cela veut dire Gestion Informatique pour l'Organisation du Temps de Travail Optimum - lorsque le GIOTTO s'applique on ne pointe plus, on "badge". Chaque travailleur a un coupon magnétique - le badge - qu'il insère dans le lecteur. Son compte d'heures est tenu par l'informatique, comme pour l'horaire variable. Est également enregistrée la plage d'heures pendant laquelle il a travaillé. N'en déplaise à "I.O.", les sages-femmes ont dû accepter de commencer à appliquer le GIOTTO. "L'Humanité" du 17 juin écrit d'ailleurs : "Les sages-femmes ont obtenu que le GIOTTO ne soit maintenu que le matin". En clair, la direction a réussi à leur imposer qu'elles mettent une main dans l'engrenage.

TAUX DE PROFIT ET SUREXPLOITATION

La parenté de certains titres de "I.O." et de "L'Humanité" est frappant.

"Sécurité Sociale, chantiers navals de Saint-Nazaire, partout le CNPF veut imposer sa politique. Unité, unité à tous les niveaux ! Et on peut les faire reculer",
titre "I.O." n° 1374 datée du 6 juillet.

"Navigation aérienne, Renault, Gardanne, amnistie, pas de congés pour les luttes",
titre "L'Humanité" du 19 juillet.

Pour "I.O." comme pour "L'Humanité" par "les luttes, les luttes" "on peut faire reculer le gouvernement et le patronat". Cette orientation est prétenduement fondée sur le fait qu'au cours de ces deux dernières années, les profits ont augmenté et qu'en conséquence les patrons peuvent payer. Il est exact que les profits ont augmenté au cours de ces deux dernières années. "Le Monde des affaires" titre : "Leurs profits (des sociétés françaises) ont augmenté de 18 % en moyenne en 1987". Il ajoute : "De quoi relancer les revendications".

Mais cette hausse relative du taux de profit résulte justement de la surexploitation, de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, de l'aggravation de leurs conditions de travail et d'existence. S'il y a une éclaircie de la situation économique dans les pays capitalistes dominants, ce n'est qu'une éclaircie. Vraisemblablement elle durera peu. L'élargissement de la production reste limitée. La plus grande partie des investissements est consacrée à accroître la productivité, à "rationaliser" la production. La concurrence internationale s'intensifie, au détriment du capitalisme français en particulier dont les "parts" de marché sur le plan international diminuent y compris sur le marché français, surtout dans le domaine décisif des produits industriels, notamment des équipements. Une échéance redoutable pour lui se profile : la mise en application au 1er janvier 1993 de "l'acte unique" européen. Enfin, l'armée des travailleurs en réserve s'élève à plus de 2,5 millions de chômeurs et la perspective est de 3 millions à court terme.

A peine le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON était-il en place que PERIGOT, président du CNPF parlait fort et clair :

> "Les patrons sont certainement sensibles à tout ce qu'il y a de positif dans le programme du gouvernement Michel ROCARD, dans la mesure où il reprend effectivement un certain nombre de thèmes et un certain nombre de propositions que nous n'avons jamais cessé de faire".

Les patrons sont vigilants :

> "Ils critiquent le fait qu'il y ait une mise en cause directe, mais quelquefois indirecte ou quelquefois suggérée de leurs libertés fondamentales de gestion... Liberté de gérer ses prix, liberté de gérer ses effectifs, liberté de gérer ses salaires"...

> "Pas de surimposition de l'épargne quand cette épargne est investie dans les entreprises... Les patrons s'inquiètent d'une sous-estimation de la gravité des retards économiques pris par la France, notamment en raison des prélèvements fiscaux et sociaux obligatoires que paient les entreprises".

Naturellement ne serait-ce que par principe, si faible et dérisoire soit-il, PERIGOT condamne l'impôt sur les grandes fortunes. Il défend la liberté de licenciement. Il condamne l'augmentation du SMIC de 1 % au 1er juillet (supérieur de 0,4 % au seuil fixé par la loi) :

> "La rigueur de gestion du SMIC que la France s'est imposée depuis 1984 n'est plus respectée... A partir du moment où vous cédez une fois même un petit peu, vous aurez beaucoup plus de mal à ne pas céder une deuxième fois".

Il va jusqu'à dire que : "Les salaires ont eu leur juste part de la prospérité retrouvée". Bien entendu, il est pour le maintien des TUC, SIVP, et autres formes de "traitement social du chômage" et pour la "formation en alternance". Il réitère la revendication patronale de réajustement seulement annuel du SMIC (Forum FR3 sur RTL le 3 juillet).

On ne peut pas faire abstraction de la situation politique. La bourgeoisie a subi une défaite politique le 8 mai. Elle n'est pas en déroute. Le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON est entièrement au service du capitalisme en crise. La situation du capitalisme français n'est plus celle des années d'avant la crise où pour obtenir la "paix sociale" il était en mesure de faire d'importantes concessions à la classe ouvrière. C'est le contraire : il lui faut poursuivre son offensive multiforme contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. Pour "les faire reculer", obtenir satisfaction aux revendications importantes, il faut transformer la défaite politique subie par la bourgeoisie en victoire politique de la classe ouvrière, engager le processus qui portera au pouvoir un gouvernement du Front Unique Ouvrier, un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois ou comprenant des "personnalités politiques" au service de la bourgeoisie. La crise économique du régime capitaliste n'en serait pas pour autant automatiquement surmontée. Elle ne peut l'être que par un authentique gouvernement ouvrier et paysan qui, en s'appuyant sur le prolétariat exproprierait les capitalistes de la possession des moyens de production et s'engagerait sur la voie menant au socialisme.

C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les revendications des travailleurs dépendants de l'Etat : fonctionnaires, travailleurs des entreprises et services publics, etc... Le gouvernement est chargé de la défense des intérêts généraux et collectifs de la bourgeoisie en tant que classe. La politique qu'il doit pratiquer actuellement est clairement exprimée par les exigences que PERIGOT, président du CNPF lui adresse : la "rigueur", une politique de temps de crise, une politique de réaction sociale multiforme et qui ne laisse pas place aux concessions.

Il peut sembler que ce soit un paradoxe mais ce n'en est pas un : des succès d'une certaine dimension peuvent être, au moment actuel, plus facilement remportés dans certaines entreprises privées. La bourgeoisie n'est pas une classe économiquement homogène. Compte tenu de la hausse relative du taux de profit, de la reprise économique limitée, là où certains patrons sont en situation de contracter de nouveaux marchés juteux qu'il leur faut conclure d'urgence, ils peuvent être amenés à ne pas respecter la "discipline" patronale, à faire des concessions plus ou moins importantes aux travailleurs de "leurs" entreprises, plutôt que d'avoir à faire face à des grèves et à perdre ces marchés. Le patronat est d'autant plus exigeant par rapport au gouvernement. "Le Monde" du 26 juin 1988 rapporte que :

> "Déjà l'UIMM (Union des Industries Minières et Métallurgiques) a averti à propos des négociations salariales dans la fonction publique que "toute concession ne manquerait pas de susciter des réactions en chaîne, avec les conséquences qu'il est aisé d'imaginer en matière de compétitivité et de maintien de parité du franc"".

LES APPAREILS SYNDICAUX SE DIVISENT LE TRAVAIL

La bourgeoisie et le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON n'en redoutent pas moins que la classe ouvrière engage le combat contre eux en partant de ses revendications et particulièrement des revendications salariales. Ce ne serait pas le "3e tour social", formule chère aux gauchistes qui leur sert également à compléter la politique de bouzille de l'appareil stalinien, mais la poursuite par la classe ouvrière de l'action politique contre les partis et les gouvernements bourgeois que furent ses votes aux élections présidentielles et à l'Assemblée Nationale. La volonté de fermer à la classe ouvrière la perspective d'un gouvernement du Front Unique Ouvrier, d'un gouvernement sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois, commande la "stratégie des luttes" de l'appareil stalinien et celle des éminents dirigeants du M.P.P.T., que complète la tactique gauchiste des grèves réalisées à la hussarde, au forceps.

En réalité, ces "stratégies" couvrent le gouvernement et le patronat qui ne peuvent appliquer leur politique que grâce au concours des appareils syndicaux : soit qu'ils disloquent la possibilité de combats généraux de la classe ouvrière ; soit qu'ils "participent" dans les organismes "ad hoc" à l'application de la politique gouvernementale et patronale. L'un n'exclut d'ailleurs pas l'autre : la façon de procéder de l'appareil de la C.G.T. n'empêche pas qu'il soit présent dans tous les organismes de "participation". La direction de la F.E.N. s'engage, elle, ouvertement aux côtés du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. La position de l'appareil F.O. est également très claire. Au nom de "Pas de troisième tour social", Claude PITOUS, membre du bureau confédéral, poulain de BERGERON dans la course à sa succession à la tête de la confédération, écrit dans "Le Monde" du 12 juin :

> "Il faut être réalistes. Il convient aussi de se garder de tout excès et de se lancer, parce qu'il y a un nouveau gouvernement dans une politique revendicative fondamentalement différente de celle que nous conduisions hier. Conscients des limites générales imposées par la crise économique, nous ne pouvons raisonnablement réclamer n'importe quoi. Ensuite, nous n'avons pas de revanche politique à prendre et il est ainsi exclu que nous entrions dans ce que certains appellent la stratégie du troisième tour social. Que la C.G.T. et le Parti Communiste raisonnent comme cela, c'est tout à fait prévisible et c'est leur affaire".

Les appareils syndicaux se divisent le travail. L'appareil stalinien de la C.G.T. pratique au nom de "la lutte, la lutte" une politique de bouzille systématique des mouvements de la classe ouvrière. Claude PITOUS ne l'envoie pas dire : compte tenu de la crise de l'économie capitaliste il n'est pas question de combattre pour les revendications fondamentales de la classe ouvrière. L'appareil F.O. ne mettra pas plus en cause le nouveau gouvernement qu'il n'a mis en cause les gouvernements précédents qui défendaient le régime capitaliste en crise. L'appareil de la F.E.N. a une position similaire. Les uns et les autres organisent la division. Ils se retrouvent tous dans la "participation". Le gouvernement et le patronat comptent sur eux. Dès sa première prestation publique en tant que ministre du travail, SOISSON l'a expliqué : "la négociation doit être un lieu d'échange réciproque", sous entendu entre les appareils syndicaux, le gouvernement, le patronat. Le patronat insiste de plus en plus, il est pour que soient négociés : "l'individualisation des salaires" ; et à la place des augmentations de salaire des formules "d'intéressement des salariés à l'entreprise".

COMMENT PREPARER LE COMBAT : LE FRONT UNIQUE

Si le gouvernement et la bourgeoisie ont besoin des appareils syndicaux et que ceux-ci domestiquent les syndicats pour pouvoir appliquer leur politique, la classe ouvrière a besoin des organisations syndicales pour combattre contre le gouvernement, le patronat et leur politique, arracher ses revendications. Du mouvement de mai-juin 1968, au mouvement des étudiants et des lycéens de novembre-décembre 1986, dans tous ses combats la classe ouvrière a utilisé les organisations syndicales parce qu'elle ne peut faire autrement et elle les a utilisées sans les avoir au préalable épurées de leurs appareils traîtres. Les organisations syndicales sont un enjeu majeur de la lutte politique entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Certes, face aux appareils syndicaux il faut se fonder sur la spontanéité de la classe ouvrière. Mais cette spontanéité est nourrie de l'expérience même du prolétariat. Elle ne peut se développer efficacement que sur l'axe de la réalisation du Front Unique Ouvrier, de la rupture avec la bourgeoisie, notamment des organisations syndicales. C'est pourquoi les revendications suivantes doivent être adressées aux dirigeants des centrales syndicales, des fédérations des syndicats : rompez avec la bourgeoisie, boycottez les organismes de participation, réalisez le Front Unique indispensable au combat victorieux pour les revendications. Elles sont indispensables à la préparation du combat. Elles préparent et enrichissent les initiatives que les masses prendront. Contribuer à ce que les travailleurs adressent ces revendications aux dirigeants des centrales, des fédérations, des syndicats, c'est contribuer à ce qu'ils commencent à prendre l'initiative.

Rien de plus stupide et de plus réactionnaire que d'opposer à ces revendications la constitution de comités de grève à tous les niveaux. C'est contraire à ce que l'expérience du mouvement ouvrier enseigne et notamment le mouvements des étudiants et des lycéens : ce mouvement s'est engagé dans le sillage de la grève générale de 24

heures du 21 octobre à laquelle les fédérations de fonctionnaires ont appelé, de la manifestation des enseignants du 23 novembre à laquelle la F.E.N. a appelé. Pour s'engager, se développer, il a utilisé les syndicats étudiants, principalement l'U.N.E.F.-I.D.. A sa phase finale, il s'est adressé aux centrales syndicales et leur a demandé d'appeler à la manifestation du 13 décembre dont la coordination étudiante prenait l'initiative. En s'adressant aux centrales syndicales, la coordination étudiante impulsait la mobilisation générale du prolétariat. Le gouvernement a craint cette mobilisation. Il a retiré, le lundi 11 décembre, le projet de loi DEVAQUET. D'ailleurs comment pourrait-il se faire que la classe ouvrière engage le combat pour ses revendications et ne l'engage pas pour se réapproprier ses organisations élémentaires que sont les syndicats ?

COMMENT PREPARER LE COMBAT : LA PERSPECTIVE

A l'étape actuelle il ne suffit pas d'agir sur la ligne du Front Unique des organisations syndicales, confédérations, fédérations, syndicats, d'exiger la convocation d'Assemblées Générales souveraines, de mettre en avant la constitution de comités de grève à tous les niveaux composés de représentants élus mandatés et révocables par les travailleurs en lutte et de représentants des organisations syndicales : il faut préciser les revendications et que les arracher exige d'engager le combat contre la politique patronale et gouvernementale, contre le gouvernement au pouvoir, le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. C'est vrai, à l'évidence, pour imposer : le rattrapage du pouvoir d'achat, sa garantie par l'échelle mobile des salaires ; obtenir les 35 heures sans diminution de salaire ; la défense des droits des chômeurs ; imposer la garantie de l'emploi et de la qualification ; défendre la Sécurité Sociale ; défendre l'école publique à tous les niveaux, maternelle, primaire, secondaire, supérieur, enseignement professionnel et technique ; défendre le droit à la santé, notamment par la suppression du budget global des hôpitaux ; etc, etc... Cela d'autant plus que les appareils appliquent une orientation qui combine la soumission à la politique patronale et gouvernementale à la bouzille, bien aidé par l'aventurisme gauchiste.

Faut-il pour autant opposer à tout mouvement la "grève générale de toutes les corporations" ? Non. La préparation du combat, le combat est possible et peut être victorieux sur la ligne déjà définie dans le précédent numéro de C.P.S. :

> "Aujourd'hui, sans attendre la grève générale de toutes les corporations, compte tenu des rapports politiques qui résultent des défaites électorales de la bourgeoisie, il est possible et nécessaire d'engager la bataille pour les revendications au niveau de corporations entières, de grosses entreprises. Il s'agit de réaliser la grève générale au niveau de ces corporations, de ces entreprises. Il faut mener une agitation inlassable pour que les dirigeants des fédérations syndicales, des syndicats des grandes entreprises, réalisent l'unité, qu'ils adressent, selon le cas, un ultimatum au gouvernement ou au patronat, les sommant de satisfaire les revendications, qu'ils appellent à la préparation immédiate de la grève générale dans ces corporations et ces entreprises en convoquant des conférences de préparation à ces grèves générales, conférences composées de représentants directs des travailleurs élus et mandatés en Assemblées Générales et de responsables syndicaux. En d'autres termes, il s'agit de contribuer à établir les conditions pour que les travailleurs réalisent ce que les étudiants et les lycéens ont réalisé en novembre-décembre 1986, en tenant compte des relations qui existent entre les travailleurs et les organisations syndicales.
>
> Alors gouvernement et patronat pourront être contraints à une retraite précipitée. Qu'une grève générale s'engage et se développe dans une corporation importante sur cette orientation, vraisemblablement elle sera le brandon enflammé qui fera exploser le tonneau de poudre. La mobilisation générale du prolétariat est en cours. La question du Front Unique de toutes les organisations ouvrières, centrales syndicales, fédérations, syndicats, mais aussi des partis ouvriers, le P.S. et le P.C.F., devient brûlante. Le problème du pouvoir, du gouvernement est posé, celui d'un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois, sans "personnalités" appartenant au personnel politique de la bourgeoisie, est immédiatement à l'ordre du jour. Le prolétariat, la population laborieuse tenteront de le résoudre."

LETTRE DU CAMARADE PHILIPPE RIDEAU A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

J'interviens dans ce bulletin pour partager avec vous l'expérience que j'ai vécue au sein du P.C.I. et du M.P.P.T., jusqu'à mon "exclusion", non pardon ! "je me suis moi-même mis en dehors du parti", toujours est-il que la direction du P.C.I. en a décidé ainsi. Je souhaite évidemment que ce texte soit lu par le plus possible de camarades qui militent dans le P.C.I., tout particulièrement ceux que j'ai côtoyés. Qu'ils soient choqués, déçus ou surpris, je suis prêt à engager à tout moment la discussion politique avec eux. Je considère que le rôle que nous jouons exige de notre part la plus totale disponibilité politique et la plus large ouverture d'esprit. Je revendique d'être réintégré dans le P.C.I. sans pour cela renier mes idées qui sont marxistes.

PREMIER CONTACT : FORMATION AU MARXISME

Je suis entré dans le P.C.I. de façon classique : discussion politique avec un copain, invitation pendant quelques semaines à participer aux réunions de sa cellule, G.E.R. et me voilà projeté dans le combat pour la reconstruction de la IVe Internationale et sa section française. Tel est mon état d'esprit militant à ce moment de mon expérience militante. Je suis à mille lieues de penser, d'imaginer que tout camarade qui se met en travers de l'orientation de la direction "géniale", du "mini-appareil", lesquels, je l'ai constaté par la suite, sont en relation étroite avec l'appareil F.O., est rapidement expulsé. Mais j'ai déjà pleinement conscience que si je veux remplir efficacement mes tâches, participer totalement à la vie du parti, il faut que j'acquiers une formation théorique. C'est pour moi une période de lecture des ouvrages marxistes.

CAMPAGNE ELECTORALE PRESIDENTIELLE, CONGRES DU P.C.I.

A la suite du IIe congrès du M.P.P.T. et de la proclamation de la candidature de Pierre BOUSSEL LAMBERT, dans l'ambiance qui existait alors dans le P.C.I., me voici lancé dans une activité intense. "Tous contre un" titre le numéro 1357 daté du 9 mars 1988 d'"Informations Ouvières". C'est clair : Pierre BOUSSEL LAMBERT est présenté comme le seul porte-parole de la classe ouvrière et il nous faut nous battre pour qu'il puisse intervenir à la radio et à la télévision. Expéditions dans la France profonde dans le but d'arracher quelques signatures de maires. Pour ma part, ce fut la région d'Auzin-Valencienne. Pas de la tarte. Un vrai nid de purs staliniens. Il va s'en dire que je suis rentré bredouille. Diffusions de tracts sur les marchés. Ventes d'"Informations Ouvrières". Campagne pour la défense de Martine DEBAT dans les centres de la Sécurité Sociale (au passage, on attend toujours de savoir ce qu'a fait et ce que fait F.O., pourtant bien implantée dans ce secteur, pour la réintégration de notre camarade. Jusqu'à ce jour BERGERON est resté silencieux. Depuis les élections "I.O." s'est également tu). Enfin, après quelques semaines pré-électorales fébriles, Pierre BOUSSEL LAMBERT est officiellement candidat. Victoire. Les militants disent : vous allez voir ce que vous allez voir.

En fait à la radio et la télévision on voit et on entend un retraité bien sage, syndicaliste F.O. bon teint, selon ses dires... Rien du bolchévik le couteau entre les dents. Pierre BOUSSEL LAMBERT, dans ses émissions officielles et ses passages à la radio, parle des malheurs qui s'abattent sur la classe ouvrière, mais ne lui ouvre aucune perspective. Résultat : 0,38 % des suffrages exprimés. Pour un jeune militant, quel étonnement. Mais rien de tel pour vous dégriser et vous remettre les pieds sur terre. Suite à cette veste, j'attends beaucoup du prochain congrès pour m'expliquer et me faire expliquer. Je vais très vite déchanter.

DU CONGRES REGIONAL A MON EXCLUSION

Concours de circonstances ? Toujours est-il qu'à quelques jours du congrès régional, je rencontre un militant qui me fait lire un "C.P.S." matérialisant sous mes yeux tout ce que d'une manière confuse je pensais. Déclic ? Non, simplement un outil qui me permet d'envisager la discussion en cellule et au congrès sous de meilleurs hospices. Mais en fait de discussion commune de notre activité passée, c'est la suspicion qui germe dans la tête de mes camarades : "Nous serions-nous trompés sur ce jeune militant pourtant si actif ? Ne serait-il qu'un pion manipulé par des renégats sans principe, n'ayant comme but que la destruction de notre parti ?". Toujours est-il que lorsque je me décide à demander la publication dans "I.O." de la lettre que vous lirez ci-dessous, il devient évident que je pousse le bouchon trop loin. La direction du P.C.I. ne saurait accepter que soit remise en cause sur le fond son orientation. La "ligne" est toujours juste.

Le reste vous paraîtra banale et vous rappellera quelques souvenirs. Descente dans la cellule du responsable de secteur pour tâter le poul du futur condamné. Commencement de la discussion au cours de laquelle ULYSSE déclare que mon texte ne peut paraître dans "I.O." parce que dans "I.O." les militants du P.C.I. doivent exprimer la ligne du parti. Cependant, dit-il, le 33e congrès ayant décidé que la discussion devait se poursuivre, mon texte paraîtra dans le prochain Bulletin Intérieur. La discussion dans la cellule doit se poursuivre à la réunion suivante. A cette réunion de cellule, ULYSSE arrive avec une résolution qu'il me demande de voter. Elle affirme qu'en aucun cas la direction ne peut être entachée d'opportunisme et de révisionnisme. En cas de refus : l'indésirable personnage que je suis devenu se mettrait de lui-même hors du parti et surtout non publication du texte qui pourtant, selon moi, soulève les questions essentielles mais qui mettent en cause l'orientation que ses responsables impriment au P.C.I..

CONCLUSIONS

En quelques mots j'ai tenté de retracer dans ses grandes lignes mon expérience dans le P.C.I. et le M.P.P.T.. Maintenant j'ai adhéré au "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)". Faute d'arguments, le camarade qui m'a fait entrer dans le P.C.I. m'a dit que le comité qui édite C.P.S. regroupait des trotskystes dans le formol et sectaires... Juste avant, bien entendu, de rompre toutes relations avec moi. Mais d'autre part il a convenu que l'activité déployée par le M.P.P.T. n'était pas marxiste et que, pour ma part, on ne m'avait jamais donné à diffuser des tracts signés du P.C.I. alors que j'étais membre du P.C.I. (un comble, non !). Aussi étrange paradoxe, nous, trotskystes, n'exprimons pas notre politique.

De ces constations, je peux déduire ce qui suit :

- d'une part une direction qui révise toute la pensée révolutionnaire, au lieu d'apprendre du passé, elle le corrige. Elle garde bien à l'abri des yeux indiscrets des ouvriers le programme révolutionnaire de TROTSKY. Elle le réserve sans doute à quelques initiés. Elle s'unit à chaque moment aux opportunistes, pour lutter contre le marxisme et oblige de facto les militants du P.C.I. à construire une organisation, le M.P.P.T., qui est contradictoire à la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire ;

- d'autre part, un comité, bien sûr faible en nombre mais fort du programme de la IVe Internationale et de la tradition révolutionnaire. Nous défendons le Programme de Transition : regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leurs noms ; dire la vérité aux masses quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes ; oser quand vient l'heure de l'action.

On nous traite de sectaires parce que nous sommes bien décidés à nous tenir entièrement sur le terrain du marxisme. Même si cela déplaît à certains : il faut poursuivre la lutte pour le redressement politique et organisationnel du P.C.I., parce que malgré la politique de sa direction, il n'est pas détruit comme organisation trotskyste. Les derniers évènements ont donné raison au Comité. Les prochains évènements montreront aux militants du P.C.I. que l'orientation de sa direction le mène à la faillite et que c'est le Comité qui a raison.

RIDEAU Philippe

19 avenue du 11 novembre 1918
94400 - VITRY SUR SEINE

VITRY SUR SEINE,
le 31 mai 1988

Chers Camarades,

A la lecture du dernier n° de IO (n° 1368) je me décide de vous envoyer cette lettre. J'espère que vous la publierez car les problèmes que je soulève sont très importants, voir décisifs et je suis certain que de très, très nombreux camarades du MPPT et du PCI se les posent. Il me semble donc indispensable que "IO", "tribune libre de la lutte des classes" ouvre dans ses colonnes la discussion.dans son éditorial André Langevin écrit :

"un immense champ de réflexion et d'action politiques est ouvert.
Nul ne peut prétendre parvenir seul aux réponses qu'appelle la situation.
Ensemble, nous y parviendrons. Pour commencer, participons nombreux aux

réunions - débat du MPPT !
Contribuons à la rédaction des "cahiers d'enquêtes".
Adressez vos réflexions et contributions à information ouvrière.
Nous avons, vous avez la parole !".

Le titre de ce n° 10 pose la question suivante :

"Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, quel gouvernement sera capable de défendre les intérêts des travailleurs ?"

Que le titre d'IO pose cette question est très positif. Poser en effet cette question, c'est à l'évidence convenir qu'à la suite des élections présidentielles et de la dissolution de l'Assemblée Nationale la classe ouvrière est confrontée directement au problème du pouvoir. Ce qui n'aurait pas été le cas si Chirac avait été élu.

Cela m'améne à une première réflexion le résultat de ces élections a renforcé la position politique de la classe ouvrière parce que dans sa grande masse elle a voté Mitterand pour chasser Chirac. Bien sur Mitterand fera la politique de la bourgeoisie et non celle dont les travailleurs ont besoin pour défendre leurs intérêts. Mais la grande masse des travailleurs le savait parfaitement elle n'avait et n'a aucune illusion. De ce point de vue comme beaucoup d'autre, 1988 n'est pas identique à 1981.

Donc la question du gouvernement se pose et il faut y répondre. Mais la façon dont IO et le B.N du MPPT du 21 mai y répondent est pour le moins étonnant, je cite :

" est-il possible de constituer un tel gouvernement dans le cadre de la constitution gaulliste anti-démocratique ? Certainement pas !
un tel gouvernement serait l'émanation de l'assemblée constituante souveraine, responsable devant elle ; son premier acte serait de décider l'abrogation des institutions réactionnaires de l'Etat".

Est-ce un simple oubli ? IO et la déclaration du BN, du MPPT omettent rien de moins que de nous dire comment balayer la Ve république et constituer une Assemblée constituante.

Pourtant une Assemblée constituante est une assemblée élue au suffrage universel par l'ensemble de la population, toutes classes confondues : c'est à dire une assemblée parlementaire. IO pose la question :

" Est-il possible de réaliser ce gouvernement au service du peuple et de la démocratie comme résultat des élections des 5 et 12 juin prochain ?"

IO ne répond pas, au lecteur de le faire, mais IO suggére que c'est impossible. En consèquence qu'on le veuille ou non IO bouche toute perspective gouvernementale et renvois à des temps meilleurs et lointains , très lointains, la réalisation de la constituante et naturellement du gouvernement de la constituante.

La classe ouvrière est du même coup réduite à subir le gouvernement actuel et aussi la Ve république et ses institutions. Cette orientation impuissante la classe ouvrière, le mot d'ordre gouvernemental mis en avant se révèle n'être, comme cela se fait dans un décors de thêatre, une fausse et trompeuse issue (une porte peinte sur une mur).

Parce qu'enfin à l'évidence, si l'on ne peut rien attendre des élections du 5 et 12 juin, étant donné que chacun soit que c'est pour le PS que la grande masse des travailleurs va voter, que l'Assemblée Constituante devrait être élue au suffrage universel que sur le terrain électoral le MPPT représente 0,38% des voix, la réalisation de l'Assemblée constituante et de son gouvernement est renvoyé à une date indéfinie.

Après avoir admis que la question du gouvernement se pose de façon brulante devant la classe ouvrière nous ne pouvons pas répondre de cette façon.

Répondre à la question du gouvernement ne peut se faire qu'en portant des rapports politiques réels qui existent aujourd'hui entre le PS, le PCF, la classe ouvrière. Si la classe ouvrière vote massivement pour le PS les 5 et 12 juin, après avoir voté massivement pour Mitterand, si le PS a la majorité absolue à l'A.N., cela signifie que pour elle l'utilisation du PS et PCF en vue de réaliser ses propres objectifs est la seule voie possible aujourd'hui. La mobilisation politique de la classe ouvrière passe par la défaite de l'U.D.F., du R.P.R., du F.N. et des "personnalités" radical de gauche, ou "centriste" patronés par le P.S.

Nous ne pouvons pas être neutres, jouer les Ponce Pilote.

Nous devons appeler à voter pour une majorité PS et PCF à l'Assemblée Nationale. Si le mot d'ordre de la "constituante" n'était pas une fausse porte il nous serait tout à fait possible de mener pendant la campagne électorale, après les élections une agitation systématique pour que la majorité PS, PCF ou même seulement PS, déclare qu'elle est souverraine que le gouvernement émane d'elle et est responsable devant elle en opposition du gouvernement Rocard et de tout gouvernement du même genre, dès lors s'en serait fini de la Ve république et ces institutions.

Cependant il me faut ajouter qu'il est faux d'affirmer, comme le fait IO un "gouvernement de la constituante" satisferait automatiquement les revendications de la classe ouvrière. Il y a déjà eu beaucoup de "constituantes" en France notamment en 1945 - 46 par exemple sans que les travailleurs n'aient leurs revendications satisfaites. Je le répéte la constituante est une assemblée parlementaire, élus au suffrage universel par toutes les classes de la societé, la société bourgeoise, l'Etat bourgeois, la domination classe de la bourgeoisie, la propriété privé des movens de production subsisterait et donc ce qu'ils impliquent notamment lorsque le régime capitaliste est en crise. Au point de vue du proletariat la "constituante" c'est également une porte peinte sur un mur. Car à la période actuelle satisfaction des revendications et expropriation du capital pour établir un nouveau mode de production qui fonctionne pour satisfaire les besoins sociaux sont indissociables.

Il faudrait donc dire au nom des masses nous revendiquons de la majorité PS, PCF (voir du seul PS) qu'elle se déclare souveraine et s'appuie directement sur le prolétariat.

Voilà quelques réflexions qui me sont venues à la lecture d'"IO" n°1368.

Ah ! pourtant encore une chose d'une extrême importance, dans le compte-rendu du XXXIIIe congrès du PCI j'ai lu :

" les délégués au XXXIIIe Congrès du PCI ont ensuite débattu, à partir de la résolution adoptée auparavant par le bureau national du MPPT, de la manière dont ils allaient, à égalité de droit et de devoir avec les autres composantes du MPPT, participer, dans le cadre des sections du MPPT, à la mise en oeuvre de cette résolution".

Je suis membre du PCI "a égalité de droit et de devoir avec les autres composantes du MPPT". Je ne peux admettre que le congrès de mon organisation soit mis devant le fait accompli et qu'il n'ait plus qu'à discuter de "la mise en oeuvre de cette résolution" émanant de la direction du MPPT.

Le PCI doit décider lui-même de sa politique et non de l'application de la politique que la direction du MPPT décide. C'est là une question de principe.

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN EN CRISE

1ère PARTIE
LA 19e CONFERENCE DU P.C.U.S., LA "PERESTROIKA"

EXPRESSIONS PUBLIQUES DES AFFRONTEMENTS AU SOMMET DE LA BUREAUCRATIE

Du 28 juin au 1er juillet s'est tenue au Kremlin la 19e Conférence du Parti Communiste de l'URSS. En "principe" les conférences ont le droit, selon les règles fixées en 1939, de débattre et de décider entre deux congrès, de l'orientation du P.C. de l'URSS et de son application au même titre qu'un congrès, mais elles ne peuvent renouveler la direction du parti, le C.C., que dans la proportion d'un cinquième. Le 27e congrès du P.C. de l'URSS s'est tenu en février 1986. A sa cession de février 1987, le C.C. décidait de convoquer pour la fin juin 1988, la 19e Conférence, c'est-à-dire deux ans et demi avant la date à laquelle devrait avoir lieu le 28e congrès. Le fait est d'autant plus remarquable que la dernière conférence du P.C. de l'URSS, la 18e, s'est tenue en... 1941. La décision de convoquer cette conférence a été prise par GORBATCHEV et son équipe afin de briser les résistances à l'intérieur du parti et de son appareil, et ce jusqu'au plus haut niveau, à l'application de la "perestroïka" et da "glasnost".

Au plus haut niveau de l'appareil du P.C. de l'URSS les antagonismes se sont manifestés tout au cours des mois qui ont précédé la tenue de la 19e conférence. L'été dernier, pendant plus d'un mois, GORBATCHEV a disparu. Au Comité Central du 22 octobre 1987, Boris ELSTINE a été amené à démissionner de la direction de la région de Moscou, du P.C. de l'URSS, pour avoir formulé contre LIGATCHEV des accusations d'entrave et d'opposition à la "perestroïka" et à la "glasnost". Il est resté cependant membre suppléant du C.C. auquel il avait été élu au 27e congrès en février 1986. Boris ELSTINE est réputé comme un partisan radical de la "perestroïka" et de la "glasnost". Sous sa direction, en deux ans, les deux tiers des anciens responsables du parti de la région de Moscou auraient été remplacés. Dans son intervention au C.C. du 22 octobre 1987, il aurait non seulement mis en cause LIGATCHEV mais aussi le "style de direction" du Parti, c'est-à-dire GORBATCHEV, secrétaire général.

Au mois de mars, avril, mai se sont manifestés publiquement, à nouveau, les antagonismes existants à la direction du P.C.U.S.. Le 13 mars, le quotidien de Moscou, "Sovietskaïa Rossia", a publié un article signé par un professeur de l'université de Léningrad, Nina ANDREEVA. Cet article s'en prenait aux dénonciations de la période stalinienne. Selon lui, dénoncer les crimes, le despotisme de STALINE, ses méthodes, ce serait mettre en cause l'industrialisation, la collectivisation qui ont fait de l'URSS une grande puissance mondiale. A l'appui de ses thèses, Nina ANDREEVA citait les appréciations élogieuses de CHURCHILL et DE GAULLE sur STALINE. Elle prétendait que ceux qui critiquent cette période représentent les intérêts sociaux des classes balayées par la révolution d'octobre. Elle déclarait que c'est insulter la mémoire, les efforts et les sacrifices des combattants de la révolution et de la guerre. LIGATCHEV a été considéré comme l'inspirateur de cet article, le responsable de sa publication et de sa diffusion. L'article de Nina ANDREEVA a été considéré comme "le manifeste des conservateurs".

Le 5 avril, "La Pravda", organe du C.C. du P.C.U.S. a publié une réponse non signée, ce qui signifie qu'il s'agit de la position officielle. Il y est expliqué que c'est là défendre le droit à l'arbitraire, que les méthodes de "gestion administrative" n'ont pas amené les résultats voulus et que l'article de la "Sovietskaïa Rossia" défend les intérêts égoïstes de ceux qui ont fini par trouver normal de vivre aux frais d'autrui et qui ne désirent pas changer le mode de vie. A son tour, LIGATCHEV a disparu pour un temps de la scène politique. Il est réapparu le 22 avril au côté de GORBATCHEV, à la cérémonie de commémoration du 118e anniversaire de la naissance de LENINE. Officiellement, "il a pris des vacances".

Entre temps, ELTSINE est lui aussi réapparu et a recommencé à s'exprimer publiquement. Quelques jours après la publication de la réponse de "La Pravda", l'édition allemande des "Nouvelles de Moscou" a publié un interview de lui où il y explique qu'il ne reniait pas son intervention au C.C. du 21 octobre. Il a donné un autre interview au début du mois de mai au journal "Stroïtelnia Gazeta". Plus retentissants encore furent les interviews qu'il a accordés fin mai à la BBC et à la chaîne américaine CBS : il désigne Egor LIGATCHEV comme le principal responsable du "retard" de la "perestroïka". Il aurait déclaré à la chaîne CBS :

> "Vous ne trouverez aucune opposition dans ses discours, mais nous savons tous qu'il ne travaille pas activement aux réformes. Son style est celui du commandement stalinien dans l'économie".

Et ELTSINE d'ajouter que LIGATCHEV s'opposait aux "changements visant à la justice sociale". ELSTINE dit ouvertement que LIGATCHEV devrait démissionner.

LES "RENOVATEURS" ACCUSENT

Que les affrontements de la bureaucratie du Kremlin se répercutent ainsi publiquement indique la profondeur des clivages et de la crise qui la traverse, la difficulté qu'elle a à les maîtriser et qu'ils touchent et déchirent toutes ses organisations quels que soient leur domaine et leurs fonctions. Le "monolithisme" et l'unanimisme étaient l'apparence officielle de la bureaucratie du Kremlin et de fonctionnement du PCUS. En réalité, elle n'a jamais été "monolithique". Ses antagonismes se réglaient, du temps de STALINE, par des liquidations physiques, quelques fois massives, avec ou sans procès truqués, des déportations, préparées et organisées dans l'ombre. Ensuite les liquidations physiques n'ont plus été systématiques, mais les "règlements" de compte se préparaient toujours dans l'ombre sous l'apparence du "monolithisme" et de l'unanimisme. Cette fois encore les "thèses soumises à la discussion des communistes d'URSS pour la conférence du PCUS", publiées dans la presse du 27 mai, ont été adoptées par le C.C. à "l'unanimité". Mais l'élection des délégués a donné lieu pratiquement publiquement à des débats passionnés, à des manoeuvres et contre-manoeuvres entre clans de la bureaucratie. A Moscou même, un des bastions des "conservateurs", de nombreuses discussions ont eu lieu à l'intérieur du PCUS. Bien qu'il ait participé au "plénum" qui a définitivement établi la liste des délégués à la 19e conférence, GORBATCHEV n'aurait pu faire élire certains de ses partisans connus.

Comparé au déroulement des assises du PCUS, telles qu'elles ont eu lieu depuis des dizaines d'années, le déroulement de la conférence a été original. Néanmoins la conférence a eu lieu à huis clos. La presse n'a pas eu droit d'y assister. Les interventions qui ont été publiées par la presse du Kremlin ou diffusées à la radio et à la télévision ressortent d'autant plus. Parmi celles-ci quelques unes ont été particulièrement soulignées. Ce fut le cas de l'intervention du premier secrétaire de la région des Komi. Il a déclaré :

> "Ceux qui ont activement promu dans le passé la politique de stagnation ne peuvent plus servir maintenant dans les instances centrales du parti et du gouvernement et devraient répondre de tout et personnellement".

Nullement innocemment, GORBATCHEV lui a posé la question :

> "Ne pourrais-tu être un peu plus concret ?"

Il a ajouté :

"Nous sommes assis là (les membres de la direction siègent tous à la tribune) et ne savons pas si cela se rapporte à lui ou à moi".

Immédiatement MELNIKOV a répondu :

"Je dirais que cela se rapporte au camarade SOLOMENTSEV en premier lieu et aux camarades GROMYKO, AFANASSIEV, ARBATOV et autres".

SOLOMENTSEV est membre du Bureau Politique et président de la commission de contrôle GROMYKO a commencé sa carrière sous STALINE. Il a été ministre des affaires étrangères sous BREJNEV. Il représente la continuité de la "vieille garde" de la bureaucratie du Kremlin. Il a été limogé du ministère des affaires étrangères au début juillet 1985 et est devenu chef honorifique de l'Etat. AFANASSIEV est rédacteur en chef de la Pravda. ARBATOV est directeur de l'institut des Etats-Unis et du Canada. L'intervention de MELNIKOV, attaque rendue publique par les médias contre les "conservateurs" et la "vieille garde" de la bureaucratie du Kremlin, a été manifestement préparée sur les instances de GORBATCHEV, sinon préparée directement par lui.

Autre intervention de ce genre, celle de POSTNIKOV, directeur d'une grosse entreprise d'élevage de volailles. Il a dénoncé les bureaucrates qui sabotent la réforme économique depuis le premier jour:

"Il est temps de se débarrasser des adversaires de la "pérestroïka", d'en débarrasser le parti et de les mettre à la retraite".

S'adressant à GORBATCHEV :

"Mais vous Mikaël SERGUEIVITCH, vous êtes un homme d'humanisme et souhaitez les rééduquer par des méthodes humaines qui ne sont pas efficaces avec tout le monde".

STARODOUBTSEV, président d'une union agro-industrielle :

"Comment punirons-nous ceux qui ont institué l'arbitraire et fait périr la fleur de la nation ? Ils ont aujourd'hui des retraites, de spacieux appartements, et regardent de loin ce qui se passe avec un sourire moqueur : "Voyons ce qui va arriver". Ils doivent être privés de leurs retraites et répondre".

LES "CONSERVATEURS" REPLIQUENT

Ceux qu'il est convenu d'appeler les "conservateurs" se sont également exprimés à la 19e conférence du PCUS. A la suite de l'intervention de MELNIKOV, une note d'un délégué a été lue à la tribune qui déclare :

"Andréi ANDREIEVITCH GROMYKO jouit de l'amour et du respect populaire et il est mal venu de s'en être pris à lui".

KARPOV, président de l'union des écrivains est l'un d'entre eux. Il s'est prononcé évidemment pour la "pérestroïka' et la "glasnost" mais il a exigé "des critiques objectives et exactes", or, selon lui, de nombreux articles virulents qui paraissent dans la presse :

"Ne reflètent pas la réalité objective mais les passions des différents groupes et les anciennes rancunes...".

Il est inadmissible de mettre (la transparence) à la disposition de qui que ce soit".

Il s'est élevé contre la volonté de noircir toute l'histoire de l'URSS et sous prétexte de lutte contre la bureaucratie de faire de tout dirigeant un bureaucrate. Il a réclamé :

"Toute la vérité (sur l'histoire) et pas seulement la vérité amère..." (Il faut) "une vérité mobilisatrice qui rende l'homme fort (et) ne biffe pas d'une croix noire tout notre passé.

BOUDAREV, vice-président de l'union des écrivains de Russie, s'est est pris violemment au journaliste "réformateur" :

"Ces chevaliers de l'extrémisme ne sont pas nés du chaos mais ne font que révéler au grand jour un jeu soigneusement préparé" ... "Ce sont eux qui sont responsables de ce que soit maintenant

minée la foi en l'histoire, en presque tout notre passé, dans la génération ancienne, la conscience, la justice et la "glasnost"".

Boris ELTSINE a également pris la parole. Il l'a fait sur le ton de l'autocritique. Quant à son discours devant le C.C. d'octobre 1987, il n'a jamais été publié. Il a demandé sa "réhabilitation politique". Mais selon "L'Humanité" du 2 juillet :

"Boris ELTSINE a estimé que la préparation de l'actuelle conférence avait été "hâtive", que les thèses avaient été soumises "tard" à la discussion, que "même la majorité des membres du comité central n'ont pas participé largement à leur élaboration", que les délégués à la conférence avaient été élus "conformément aux anciens stéréo-types".

Tass (l'agence de presse du Kremlin) indique que ELTSINE a fait des "propositions sur le cumul des fonctions, la démocratisation électorale (qui coïncident avec celles que d'autres orateurs ont formulées). L'agence indique aussi que le ministre de la construction à formulé des critiques contre l'appareil du comité central qui n'a pas su infléchir à temps bien des tendances négatives et qu'il a soulevé "la question de la responsabilité personnelle de ceux qui, selon lui, en sont coupables". Il a estimé que "la pérestroïka" est fort lente, ce qui veut dire que chacun d'entre nous travaille insuffisamment, se bat insuffisamment pour elle".

Egor LIGATCHEV a répondu à Boris ELTSINE :

"Boris ELTSINE a pris une fausse route. Il s'est avéré qu'il possède non pas une force de création mais de démolition. Son estimation du processus de restructuration, des méthodes de restructuration, des méthodes et approches de travail est reconnue erronée dans le parti. Cette estimation a été fournie par le comité central et le plénum du comité de parti de Moscou à un moment où Boris ELTSINE était en bonne santé" ... "Dans l'ensemble... Boris tu n'as pas tiré des conclusions politiques justes. En plus, tu as présenté notre politique comme une improvisation continue (...) ce qui signifie que le travail du peuple et du parti est vain".

Dans cette intervention, Egor LIGATCHEV a défendu les positions des "conservateurs" dont il serait le chef de file. Naturellement il a affirmé être pour la "pérestroïka" et la "glasnost". Les spéculations à l'étranger quant aux divisions de la direction sont vaines, le parti et son noyau dirigeant sortiront plus serrés et plus forts de cette conférence, a-t-il expliqué. Mais il a approuvé particulièrement des interventions comme celle de l'écrivain BOUDAREV et du délégué ukrainien OLEINIK qui parlant des époques staliniennes et de la stagnation avait estimé que la critique de ces époques ne devait pas occulter "l'héroïsme du peuple soviétique".

Il s'est exclamé :

"Je sais ce qu'est le culte de la personnalité, mais je sais aussi tout ce que notre peuple a accompli d'héroïque en dépit du culte de la personnalité et de la stagnation. Peut-on accepter que sous couvert de réhabiliter la vérité historique on la défigure totalement ? Peut-on accepter que les soviétiques et cela dans notre presse, dans nos publications, soient présentés comme un peuple d'esclaves" ... "Peut-on être d'accord si, sous le drapeau de la vérité historique, il y a souvent une entière déformation ? Peut-on être d'accord avec la représentation donnée dans nos publications du peuple soviétique qui aurait été nourri par le mensonge et la démagogie et terriblement exploité ?".

Ensuite il a mis en accusation :

"Certains rédacteurs en chef de journaux (qui) ont compris la confiance du secrétaire général et du Comité Central comme la possibilité de se soustraire au contrôle du Parti (...) C'est à eux qu'appartient l'idée d'une montée de la résistance à la pérestroïka et de la recherche de ses ennemis".

Il a conclu en insistant sur le fait que GORBATCHEV avait été élu secrétaire général en mars 1985 : "grâce à la position ferme des camarades TCHEBRIKOV, SOLOMENTSOV, GROMIKO".

LE JEU DE GORBATCHEV

Au cours de cette conférence, l'attitude de GORBATCHEV a été ambivalente. Il a provoqué sinon soutenu des interventions comme celle de MELNIKOV. Par contre, il a soit "calmé le jeu", soit au moins en apparence soutenu

les "conservateurs". Alors que l'acteur Mikhail OULIANOV s'exprimait à la tribune, il l'a coupé et a engagé avec lui un dialogue où il a dit :

> "Si nous renoncions à aller de l'avant dans les processus de développement de la glasnost, de la critique et de l'auto-critique, ce serait la fin de la pérestroïka".

Mais il a précisé qu'il n'était pas question que les "rénovateurs" aient le monopole de la presse. A POSTNIKOV il a répondu qu'il n'était pas non plus question d'écarter du haut les "bureaucrates" car cela ne marcherait pas plus que les fois précédentes. Seuls les "citoyens" auraient la possibilité de les dénoncer et de les écarter. Ce n'est évidemment pas par hasard et sans l'accord de GORBATCHEV que la séance du matin de la dernière journée a été présidée par GROMIKO, celle de l'après-midi par Mikhaïl SOLOMENSTEV et celle du soir par GORBATCHEV lui-même. Il a consacré une grande partie de son intervention de clôture à répondre à Boris ELTSINE en expliquant :

> "Au début, le camarade ELTSINE a entamé un travail intense, il a beaucoup fait pour ranimer le travail en ville et a lutté contre les phénomènes négatifs amoncelés à Moscou. Nous l'avions soutenu dans ses efforts comprenant que l'organisation de Moscou a des tâches difficiles à résoudre. Mais nous avons ressenti, à une certaine étape, que quelque chose clochait.
>
> Ceci a commencé au moment où il fallait passer à la solution pratique des problèmes de la restructuration, à sa matérialisation dans toutes les sphères de la vie, où il fallait s'atteler à un travail dur et de longue haleine, en vue d'aboutir à des changements fondamentaux. Et le comité de la ville de Moscou n'a pas été à la hauteur de cette tâche. Le camarade ELTSINE au lieu de s'appuyer sur l'organisation du Parti, sur les militants, sur les collectifs, a commencé à pécher par autoritarisme, par des méthodes de commandement. Un changement perpétuel des cadres s'ensuivit.
>
> Au début nous pensions que c'était sans doute justifié, que les camarades n'ont pas pu résoudre convenablement le problème des cadres. Probablement il en a été ainsi. Tous n'étaient pas capables d'accomplir les tâches nouvelles, d'assurer la direction du parti à cette étape cruciale dans la vie de la ville et du pays. Mais lorsqu'il a commencé à remplacer les cadres pour la deuxième, voire la troisième fois aux mêmes postes, cela nous a inquiété. J'ai formulé mes remarques au camarade ELTSINE lors d'une réunion du Bureau politique. Je lui ai dit en camarade qu'il devait en tirer des conclusions et en tenir compte dans ses activités".

Après quoi GORBATCHEV a donné sa version du C.C. d'octobre où ELTSINE fut "libéré" de ses fonctions de premier secrétaire de la région de Moscou du PCUS. Au mois de mars 1988, ELTSINE a été évincé de son poste de suppléant au B.P.. Il n'en est pas moins resté membre suppléant du C.C. et premier vice-président du comité d'Etat pour la construction. Mais c'est ZAIKO, réputé comme étant un "conservateur" qui lui a succédé à la direction de la région de Moscou du PCUS.

LE CONTENU DE LA "PERESTROIKA"

La "pérestroïka" est la réponse que, étant donné sa nature sociale, la bureaucratie du Kremlin donne à la crise économique, sociale et politique, provoquée par sa gestion, de l'économie planifiée à partir de la propriété étatique des moyens de production et son monopole du pouvoir politique. Elle consiste à disloquer la planification et à revenir aux lois qui se manifestent sur le marché, pour réguler l'économie. Selon la loi qui est entrée en application au 1er janvier 1988, la plus grande partie des entreprises de l'URSS (60 % de la production), doivent désormais être "autonomes", ne plus être soumises au plan. Elles doivent s'autofinancer en utilisant les profits qu'elles réaliseront ou avoir recours aux crédits bancaires. Elles-mêmes s'approvisionneront en moyens de production en utilisant les lois du marché. Les dirigeants de chaque entreprise devront être élus. La loi de l'offre et de la demande déterminera les prix. Selon les exigences du fonctionnement et de la rentabilisation des entreprises, à certaines conditions, les travailleurs peuvent être licenciés. Si une entreprise ne s'autofinance pas ou si son bilan ne peut être équilibrée, elle peut être fermée. Une loi autorise la constitution sous le nom de "coopératives", d'entreprises privées. La constitution de sociétés mixtes avec la participation de capitaux étrangers, à hauteur maximum de 49 % du capital social, les autres 51 % étant détenus par l'Etat, est autorisée. A certaines conditions, bénéfices et capitaux pourront être rapatriés. Le commerce extérieur doit être "libéralisé", un nombre limité au départ d'entreprises, d'organismes industriels, de ministères pourront opérer directement sur le marché mondial. Ce n'est pas le retour à la propriété privée des moyens de production mais le chemin qui peut y conduire.

Toutes les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires qui détiennent le monopole du pouvoir politique dans les pays où le capital a été exproprié ont mis en place leur propre "pérestroïka" plus ou moins développée.

La Hongrie et la Yougoslavie, bien que le nom de "pérestroïka" ne soit pas utilisé, sont les plus avancées dans l'application de leur "pérestroïka" engagée depuis des années. Les résultats sont connus. La Pologne est un cas particulier.

La "pérestroïka" est obligatoirement liée à une politique appuyant l'impérialisme et s'appuyant sur lui. L'endettement massif de pays comme la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, montre à quelle soumission par rapport à l'impérialisme cette politique conduit. L'URSS est encore, relativement à son poids économique, peu endettée. Mais la bureaucratie du Kremlin, corrélativement à la mise en place et au développement de la "pérestroïka" se couche littéralement aux pieds de l'impérialisme américain : Afghanistan, Moyen-Orient, Afrique Australe, Amérique centrale, Sud-est asiatique, autant de régions du monde où cette servilité est évidente.

2e PARTIE
LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET LA LUTTE DES CLASSES

QUELQUES RAPPELS THEORIQUES

La "pérestroïka", les relations actuelles entre la bureaucratie du Kremlin, les autres bureaucraties et l'impérialisme, concrétisent les analyses théoriques de TROTSKY sur le caractère parasitaire et la nature sociale de la bureaucratie du Kremlin et, par extension, des autres bureaucraties. Fondamentalement, ces bureaucraties sont contradictoires au mode de production basée sur la propriété étatique des moyens de production, dont le moteur ne peut plus être le profit particulier, mais doit être la satisfaction des besoins sociaux, satisfaction qui doit commander la planification de la production compte tenu des ressources et des moyens de production existant déjà. La bureaucratie du Kremlin s'est constituée par suite des défaites que les prolétariats des autres pays ont subies après la première guerre mondiale, notamment ceux des pays capitalistes d'Europe, les plus développés, principalement celles du prolétariat allemand en 1918 et en 1923, par suite de l'isolement du prolétariat russe, de son épuisement, de sa décimation. Elle a germé sur le terrain de l'effroyable misère généralisée existant alors en URSS, de l'énorme retard économique et culturelle des pays la composant et sous la pression de l'impérialisme. Elle est l'expression des tendances bourgeoises renaissantes mais qui n'ont pu jusqu'alors aller jusqu'à détruire les nouveaux rapports sociaux de production établis par la révolution d'octobre 1917. C'est une excroissance parasitaire de nature bourgeoise à l'intérieur de l'Etat ouvrier qu'elle a dégénéré et que, comme un cancer, elle tend à détruire. Faute d'avoir pu jusqu'alors les détruire, elle a géré, en les distordant et les invalidant, ces nouveaux rapports de production. Pour établir ses privilèges, elle a instauré un régime politique dictatorial, autoritaire jusqu'au despotisme, dont STALINE a été le maître d'oeuvre et qu'il a le mieux personnalisé.

QUELQUES CONSEQUENCES HISTORIQUES

Pour sa propre conservation, la bureaucratie du Kremlin après avoir monopolisé en URSS le pouvoir politique a, directement et par l'intermédiaire des PC qui lui sont subordonnés et forment son appareil international, puissamment contribué au maintien et à la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Pourtant, à la fin de la IIe guerre mondiale, dans les pays que ses troupes occupaient, le pouvoir bourgeois effondré, la bureaucratie du Kremlin a pu et dû exproprier le capital, constituer un "glacis" en réponse à la "guerre froide" engagée par l'impérialisme. Mais se sont des bureaucraties parasitaires dépendant étroitement d'elle qui ont exercé à son compte le pouvoir, sans aucune possibilité d'expression, sans aucun droit pour le prolétariat et les populations de ces pays. Ces bureaucraties sont des prolongements de la bureaucratie du Kremlin.

Le capital a été exproprié en d'autres pays où le pouvoir bourgeois, la société bourgeoise se décomposaient à la fin de la IIe guerre mondiale, où se sont développés de puissants mouvements et guerres révolutionnaires, que des P.C. appartenant ou ayant appartenu à l'appareil international du Kremlin (Chine, Vietnam) ont pris en main, qu'ils ont étroitement contrôlés et dirigés. Etant donné que dans les nouveaux Etats qui ont été ainsi constitués le capital a été exproprié et que les nouveaux rapports de production sont ceux à partir desquels peut être construit le socialisme, il faut les caractériser comme des Etats ouvriers. Mais les circonstances politiques dans ces pays et à l'échelle internationale ont permis que dès leur origine ils aient été contrôlés par des bureaucraties parasitaires parentes de celle du Kremlin. Aussi si l'Etat de l'URSS est un Etat ouvrier dégénéré, les Etats de ces pays sont des Etats ouvriers bureaucratiques dès leur origine.

L'histoire de l'Internationale Communiste, sa subordination au Kremlin, le fait que les partis au pouvoir dans ces pays aient été formés dans le cadre de l'I.C., le poids que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international a eu pendant des dizaines d'années dans la lutte des classes mondiales, le rôle qu'ils y ont joué, ont rendu possible que dans ces pays économiquement arriérés, en ruines et misérables, prenant le pouvoir, ces P.C.

d'origine stalinienne, bureaucratisés, aient immédiatement engendré des bureaucraties parasitaires cousines de celle du Kremlin. En quelque sorte, les bureaucraties de ces pays sont induites de l'existence et du rôle international de la bureaucratie du Kremlin. Bien que les P.C., dont elles sont issues, aient chevauché des mouvements révolutionnaires, dirigé des guerres révolutionnaires en les contrôlant étroitement, alors même que s'appuyant sur le prolétariat elles ont été amenées à exproprier le capital dans leur propre pays, par rapport au prolétariat ces bureaucraties sont contre-révolutionnaires. Ce que TROTSKY écrivait à propos de la bureaucratie du Kremlin vaut pour elles : "Les privilèges de la bureaucraties sont des abus". Elles ne jouent aucun rôle nécessaire dans la production. Leurs privilèges dépendent de ce qu'elles détiennent le monopole du pouvoir politique. Les conditions de leur formation, leur dépendance directe ou indirecte de la bureaucratie du Kremlin, leurs privilèges, leur parasitisme font que, comme la bureaucratie du Kremlin, ces couches sont socialement différentes du prolétariat : elles sont, dans leur essence, de nature bourgeoise.

L'AVEU DE LA FAILLITE DE LA "THEORIE" DE "LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS"

La "théorie" de la "construction du socialisme dans un seul pays", dont le corrélaire est la politique de "coexistence pacifique", est l'expression "théorique" de la hantise de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties de la révolution prolétarienne internationale, et donc dans leur propre pays. Ainsi que MARX l'a expliqué, nationale dans la forme, la révolution prolétarienne est internationale dans son contenu. Polémiquant contre la "théorie" de la "construction du socialisme dans un seul pays, TROTSKY écrivait :

> "Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait.
> La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme ; si l'on se propose de construire la société socialiste à l'intérieur de limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale". (Préface française à "La théorie de la Révolution Permanente" - Edition : Idées NRF page 10).

Ces points de repère théorique permettent de mieux appréhender : pourquoi la "pérestroïka" ? et où va-t-elle ? ; les contradictions explosives qui la déterminent et celles qu'elles développent ; les rapports actuels entre la bureaucratie du Kremlin, les autres bureaucraties et l'impérialisme. Le bilan des distorsions, des déséquilibres, des impasses auxquels la gestion de l'économie planifiée par la bureaucratie du Kremlin a maintenant, au moins en partie, été établie par GORBATCHEV et les "réformateurs". Il n'est donc plus discutable aujourd'hui. C'est un fait que la bureaucratie elle-même reconnaît. Les immenses pertes que la course aux armements inflige à l'économie de l'URSS et à celle des pays où le capital a été exproprié, l'impossibilité de la poursuivre, est également reconnue, ainsi que la nécessité que l'économie de l'URSS et des pays où le capital a été exproprié s'intègre profondément à la division internationale du travail.

C'est l'aveu que les rapports de production fondés sur l'expropriation du capital et la propriété étatique des moyens de production sont contradictoires à leur gestion par la bureaucratie et à son existence. C'est la faillite reconnue de facto, mais non de jure, par la bureaucratie elle-même, de la "théorie" de "la construction du socialisme dans un seul pays". La croissance de l'économie planifiée a multiplié la force de ces contradictions jusqu'à les rendre intolérables. La stagnation de certaines branches, les disproportions entre les différentes branches, les déséquilibres, le coulage, le gaspillage, le pillage, les prévarications, la mauvaise qualité générale des produits, a fini par mettre en cause la croissance d'ensemble de l'économie. De frein relatif au développement de l'économie planifiée, la gestion de celle-ci par la bureaucratie est devenue un frein absolu. Voilà ce qui ressort du bilan que tire GORBATCHEV de la période BREJNEV.

En outre, la crise récurrente du mode de production capitaliste qui dure depuis 1974-75 a eu des conséquences différentes sur l'économie de l'URSS et des pays où le capital a été exproprié que la crise économique des années 30 avait eu sur l'économie de l'URSS. La crise des années 30 s'est produite alors que se développait la collectivisation et la première phase de l'industrialisation en URSS, pendant l'application des deux premiers plans quinquénaux. Mais la crise de l'économie capitaliste des années 30 a provoqué l'effondrement économique dans des pays comme les USA et l'Allemagne, la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail, (en 1929 le montant des échanges mensuels mondiaux s'élevait à 5 350 millions de dollars de l'époque. En janvier 1933, ils étaient tombés à 1 785 millions), l'exaspération du nationalisme économique (en Allemagne

"l'autarcie", c'est-à-dire l'auto-suffisance économique est devenue doctrine d'Etat à l'avènement du nazisme), l'accentuation des antagonismes sociaux et politiques et des antagonismes inter-impérialistes qui ont provoqué la IIe guerre mondiale. Fort heureusement si en URSS la collectivisation et l'industrialisation ont engendré de terribles convulsions économiques, sociales et politiques, à cette époque l'étreinte impérialiste sur l'URSS et son économie s'est desserrée, la bureaucratie du Kremlin a pu, dans une certaine mesure, jouer sur les divisions et les conflits entre impérialismes.

REPERCUSSIONS DE LA CRISE ECONOMIQUE DES REGIMES CAPITALISTES

Toute conflictuelle qu'elle soit, la coopération inter-impérialiste sous l'égide de l'impérialisme américain, d'après la IIe guerre mondiale s'est maintenue. Le marché mondial et la division internationale du travail, tels qu'ils ont été reconstitués après la IIe guerre mondiale et ont évolué depuis, ne se sont pas disloqués. Sans aucun doute les ressorts qui ont empêché que ne s'effondre comme en 1930 l'économie capitaliste ce sont le volant d'entraînement de l'économie d'armement, un fantastique parasitisme, une prodigieuse extension du crédit organisé à l'échelle internationale à l'initiative de l'impérialisme US. Au bout il y a la catastrophe. Elle sera d'autant plus terrible qu'elle aura été différée et reportée dans le temps. Mais au moment actuel, la crise récurrente de l'économie capitaliste accentue la pression économique et politique que l'impérialisme exerce sur l'URSS et l'économie des pays où le capital a été exproprié.

L'accélération de la course aux armements que l'administration REAGAN, après celle que CARTER a impulsée, est une forme évidente de l'accroissement de cette pression. Il en est d'autres. L'accentuation de la concurrence internationale restreint considérablement les possibilités d'exportation et donc d'importation sans endettement, par rapport aux pays capitalistes, des pays où le capital a été exproprié. Tandis qu'au contraire, s'accroît le besoin d'importation de multiples marchandises, de moyens de production de haute technologie. La dette totale, par rapport aux pays capitalistes dominants, des pays d'Europe de l'Est et de l'URSS après s'être élevée jusqu'à 79,603 milliards de dollars en 1981 était retombée à 59,952 en 1984, cela au prix de restrictions draconiennes des importations. En 1987, elle a atteint 98,400 milliards. Pour ce qui concerne l'URSS seule, cet endettement a évolué de la façon suivante : 18,084 milliards de dollars en 1981 ; 11,172 milliards en 1984 ; 24,300 milliards de dollars en 1987 (d'après l'OCDE). Relativement à l'économie de l'URSS, c'est une somme peu importante, mais la croissance de l'endettement indique une direction dont la situation actuelle de la Pologne et de la Hongrie montre où elle conduit. Pour développer l'industrialisation, rationaliser, moderniser, accroître la capacité concurrentielle sur le marché mondial des marchandises produites dans le pays et également importer des marchandises destinées à satisfaire les besoins en moyens de consommation de la population, les bureaucraties polonaise et hongroise ont fait appel, tout au long des années 1970, au marché des capitaux, aux banques, au FMI. Pourtant la capacité concurrentielle sur le marché mondial des marchandises produites a plutôt diminué alors que la concurrence s'est intensifiée du fait de la crise. L'endettement a fait boule de neige. Finalement en Pologne les excédents de la balance commerciale n'ont pas couvert le service de la dette. La réduction drastique des importations de moyens de prodution et de consommation n'a pas empêché que la dette extérieure passe de 24,708 milliards de dollars en 1981, à 25,253 milliards en 1984, à 36,2 milliards en 1987. En Hongrie, la dette extérieure est passée de 7,799 milliards de dollars en 1981, à 7,303 milliards en 1984, à 18 milliards en 1987. En 1987 le service de la dette a absorbé 65 % des rentrées en devises. La dépendance financière de ces pays par rapport au "club de Paris", au "FMI", aux gouvernements des grandes puissances capitalistes est comparable à celle des pays semi-coloniaux auxquels le FMI dicte ses plans d'austérité.

LA HANTISE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

"Les catégories économiques ne sont que l'expression théorique des rapports sociaux de production" a écrit MARX. L'économie n'est pas une chose en soi, située en dehors des rapports sociaux et politiques entre les couches et classes sociales. Cependant, le mode de production capitaliste a germé et s'est développé dans le cadre des rapports sociaux et politiques hérités de la féodalité. Il les a minés, décomposés. Ce n'est qu'au terme d'un long processus de développement de l'économie bourgeoise, de renforcement de la puissance économique de la bourgeoisie que celle-ci s'est emparée du pouvoir politique. Le mode de production de transition entre le capitalisme et le socialisme exige l'expropriation du capital, la propriété étatique des moyens de production, l'orientation de la production selon un plan : son instauration et son développement dépendent donc directement du pouvoir et des structures politiques. La détention du pouvoir et les structures politiques sont cependant elles-mêmes la conséquence de rapports déterminés entre les couches et classes sociales sur le terrain national et à l'échelle internationale. Ainsi que cela a déjà été dit plus haut, la bureaucratie du Kremlin s'est formée, renforcée, a conquis le pouvoir politique en conséquence de rapports déterminés entre couches et classes sociales en URSS et dans le monde.

Les rapports entre les couches et classes sociales ne sont plus ce qu'ils étaient à la fin des années 20 et au début des années 30 et encore à la mort de STALINE. Malgré toutes les entraves que la gestion de l'économie

planifiée par la bureaucratie provoque, le développement des forces productives a multiplié la puissance objective du prolétariat. L'ensemble de la population, y compris d'importantes couches de la bureaucratie, n'accepte plus les lamentables conditions d'existence qui sont les siennes 70 ans après la révolution d'octobre, plus de 40 ans après la fin de la IIe guerre mondiale. Elle n'admet plus l'absence de produits de première nécessité ou leur mauvaise qualité, les queues, les restrictions, etc... La révolution politique frappe à la porte de l'URSS. Incontestablement le mouvement révolutionnaire des masses polonaises que fut la grève générale d'août 1980, la constitution de Solidarnosc ont eu un puissant écho en URSS. Cet écho a rendu difficile l'intervention militaire directe de la bureaucratie du Kremlin en Pologne, comme elle l'avait fait en Allemagne de l'est en juin 1953, en Hongrie en novembre 1986, en Tchécoslovaquie en 1968. Les développements de la lutte des classes dans les pays capitalistes et notamment en Europe mettent à l'ordre du jour la révolution sociale. La bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties ont conscience que de puissants mouvements politiques des prolétariats d'Europe occidentale peuvent donner une fantastique impulsion à la lutte des masses en Europe de l'est et en URSS. Elles savent que révolution sociale et révolution politique sont indissociables.

DEPLOIEMENT DES ANTAGONISMES SOCIAUX

TROTSKY écrit dans "La Révolution trahie" les lignes suivantes :

> "La plupart des apologistes vulgaires de l'URSS telle qu'elle est, sont enclins à raisonner à peu près ainsi : même en reconnaissant que le régime soviétique actuel n'est pas encore socialiste, le développement ultérieur des forces productives, sur les bases actuelles doit tôt ou tard amener le triomphe complet du socialisme. Le facteur temps est donc seul discutable. Est-ce donc la peine de faire tant de bruit ? Si victorieux que paraisse ce raisonnement, il est en réalité très superficiel. Le temps n'est nullement un facteur secondaire quand il s'agit d'un procès historique :
>
> il est infiniment plus dangereux de confondre le présent et le futur en politique qu'en grammaire. Le développement ne consiste pas, comme se le représentent les évolutionnistes vulgaires du genre WEBB, en l'accumulation planifiée et "l'amélioration" constante de ce qui est. Il comporte des transformations de la quantité en la qualité, des crises, des bonds en avant et des reculs. Justement parce que l'URSS n'en est pas encore au premier stade du socialisme, système équilibré de production et de consommation, le développement n'y est pas harmonieux mais contradictoire. Les contradictions économiques font naître les antagonismes qui déploient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives" (...) "La bureaucratie entre les mains de laquelle se concentrent le pouvoir et la richesse consentira-t-elle à se laisser assimiler par le socialisme ? Il est permis d'en douter. Il serait en tout cas imprudent de se fier à sa parole. Dans quel sens évoluera au cours des trois, cinq, dix années à venir le dynamisme des contradictions économiques et des antagonismes sociaux de la société soviétique ? Il n'y a pas de réponse définitive et incontestable à cette question. L'issue dépend de la lutte des forces vives de la société et pas seulement à l'échelle nationale, mais à l'échelle internationale".

Ce ne sont pas trois, cinq, dix ans qui se sont écoulés depuis que ces lignes ont été écrites, mais plus de cinquante. Pourtant elles sont pleinement d'actualité. La bureaucratie s'est développée parallèlement au prolétariat de façon gigantesque. Les différenciations sociales n'ont fait que croître. La bureaucratie s'est elle-même diversifiée. En même temps l'ensemble de la bureaucratie aspire à ne plus être soumise à l'arbitraire, à obtenir des "garanties" quant à son sort et à ses privilèges. STALINE exerçait la dictature au compte de la bureaucratie, mais la bureaucratie subissait aussi sa dictature, celle de l'appareil du parti, des organismes répressifs et souvent très durement. Elle tend à ce que ses privilèges n'apparaissent plus comme des abus mais découlent de rapports de production ce qui les légitimiseraient. De larges couches de la bureaucratie en place dans la production, le commerce, de multiples fonctions de la vie économique et sociale, veulent obtenir : la dislocation de la planification ; la régulation de la production industrielle et agricole, du commerce par les lois qui se manifestent sur le marché ; la jonction directe des entreprises de l'URSS et de toute l'économie avec le marché mondial et la division internationale du travail et, pour cela, la suppression du monopole d'Etat du commerce extérieur. Autant de jalons vers le démantèlement de la propriété étatique des moyens de production, la résurgence et la généralisation de la propriété privée des moyens de production. Pour résoudre la crise économique et sociale, la bureaucratie ne peut certainement pas aller en avant vers des solutions socialistes, qui impliquent la liquidation par le mouvement des masses des bureaucraties parasitaires en URSS et dans les autres pays où le capital a été exproprié et la révolution sociale dans les pays capitalistes. Contre le prolétariat, la bureaucratie s'appuie sur l'impérialisme et la bourgeoisie internationale. En son sein se développent des tendances restaurationnistes qui deviennent des tendances dominantes dans la bureaucratie.

Le développement de tendances restaurationnistes n'est pas une nouveauté, ni que la direction du PCUS et l'Etat s'appuie sur elles et leur ouvre la voie. Après la mort naturelle ou provoquée de STALINE, elles se sont manifestées et exprimées. Mais les "réformes" économiques par elles-mêmes, la nécessité de sécuriser ces tendances exigent une "réforme" politique qui met en cause l'appareil du parti et de l'Etat. C'est une première contradiction. Plus important, la crise politique ainsi ouverte provoque des brèches par lesquelles les masses peuvent s'engouffrer. C'est pourquoi après avoir ouvert la porte à ces tendances peu après la mort de STALINE, la direction du PCUS et de l'Etat l'a rapidement fermée. Succédant à KHROUTCHEV, BREJNEV s'est fait le champion de l'immobilisme. Il a tenté de geler les contradictions économiques et antagonismes sociaux, y compris les antagonismes intérieurs à la bureaucratie. Mais les contradictions économiques se sont exacerbées. Les antagonismes sociaux se sont renforcés jusqu'à devenir irrépressibles. GORBATCHEV incarne le tournant radical qui s'est produit dans une partie des couches dirigeantes de la bureaucratie : il s'est fait le porte-parole des "solutions" pro-bourgeoises à la crise économique et sociale qui ne cesse de s'intensifier en URSS et dans les pays de l'Europe de l'est. Il agit ainsi qu'un agent des couches restaurationnistes de la bureaucratie et de l'impérialisme.

LA 3ème PARTIE DE CET ARTICLE: "DECHIREMENT DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET MARCHE A LA REVOLUTION POLITIQUE" , sera publié dans C.P.S. N° 24.

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" — 10 numéros : 70Fr.

NOM : .....-PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITE : .....

(Une lettre, en caractères d'imprimerie, par case. Merci.

Chèque à l'ordre de : Stéphane JUST.

ENVOYER A : Stéphane JUST B.P. 154 92804 PUTEAUX CEDEX.

S O M M A I R E

DE C.P.S. N° 23 -15 SEPTEMBRE 1988.

-LE GOUVRNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON, GOUVERNEMENT DU CAPITAL. POUR LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE, POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE BOURGEOIS p 1

"La Nouvelle Calédonie c'est la France. .....p 1
.L'enjeu .....p 2
.Un peu de ciel bleu, de lourds et menaçants nuages. .....p 2
.Le patronat :ce n'est pas assez. p 3
.Le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. .....p 4
.Salaires .....p 4
.Sécurité Sociale .....p 4
.Chômage .....p 5
.L'enseignement .....p 6
.Budget .....p 6
.Crise des organisations et partis bourgeois .....p 7
.L'axe politique de la bourgeoisie p 8
.Une donnée politique fondamentale: il y a une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale .....p 9

- CONTRE LE REFERENDUM: -POUR L'INDEPENDANCE IMMEDIATE DE LA NOUVELLE CALEDONIE -RETRAIT IMMEDIAT DE NOUVELLE CALEDONIE DES TROUPES, DE LA POLICE, DES FORCES REPRESSIVES, DE L'ADMINISTRATION FRANCAISE. p 10
.Une vieille tradition coloniale p 10
.Le projet prévoit: les Kanaks dans des "réserves" .....p 11
.Un résultat connu d'avance .....p 12
.Pourquoi? .....p 12
.Contre le référendum .....p 13

-COMMENT ET SUR QUELLE ORIENTATION PREPARER LE COMBAT .....p 14
.D'importants mouvements .....p 14
.La grève des chantiers de l'Atlantique .....p 14
.La grève des mineurs de Gardanne p 15
.Accord du 27 juillet .....p 16
.Accord du 8 août .....p 16
.A l'imprimerie DIDIER .....p 17
.Dans les hôpitaux de la région parisienne: CHARLES FOIX... p 18
....Sages-femmes .....p 19
.Taux de profit et surexploitation p19
.Les appareils syndicaux se divisent le travail ..... p 21
.Comment préparer le combat : le front unique .....p 21
.Comment préparer le combat : la perspective .....p 22

-LETTRE DU CAMARADE PHILIPPE RIDEAU A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" .....p 23
.Premier contact: formation au marxisme .....p 23
.Campagne électorale présidentielle, congrés du PCI .....p 23
.Du congrés régional à mon exclusion .....p 23
.Conclusions .....p 24
.Lettre .....p 24

-LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN EN CRISE. 1ère partie, La 19e conférence du PCUS,la"Pérestroika" p 26
.Expressions publiques des affrontements au sommet de la bureaucratie .....p 26
.Les"rénovateurs" accusent .....p 27
.Les "conservateurs" répliquent...p 28
.Le jeu de GORBATCHEV .....p 29
.Le contenu de la "Perestroika" p 30
.2e partie - La bureaucratie du Kremlin et la lutte des classes p 31
.Quelques rappels théoriques p 31
.Quelques conséquences historiques p31
.L'aveu de la faillite de la "théorie" de "la construction du socialisme dans un seul pays" .....p 32
.Répercutions de la crise économique des régimes capitalistes...p 33
.La hantise de la révolution prolétarienne .....p 33
.Déploiement des antagonismes sociaux .....p 34

-LA 3e partie de cet article :"Déchirement de la bureaucratie du Kremlin et marche à la révolution politique",sera publié dans CPS N°24.

Directeur de la publication: Stéphane JUST.
Commission paritaire N°:67187.
N° ISSN: 0763790 X.
Imprimerie spéciale.